



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

26136 *



Distr.
LIMITÉE

ECA/CMI/FCIA.4/TP/5
ECA/CMI.4/INR/TP/5
14 novembre 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Comité des progrès de l'industrialisation
en Afrique

Quatrième réunion

Kaduna, Nigéria, 17-19 novembre 1977

Quatrième session de la Conférence des
ministres africains de l'industrie,
organisée par la CEA, l'OUA et l'ONUDI

Kaduna, Nigéria, 22-26 novembre 1977

**POLITIQUES ET STRATEGIES VISANT A PROMOUVOIR UNE CROISSANCE
ET UNE DIVERSIFICATION INDUSTRIELLES INTERNES
AUTONOMES DANS LA REGION AFRICAINE**

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Résumé des questions abordées et des recommandations -	1 - 62	1
Introduction - - - - -	63 - 75	11
I. Considérations générales et principes directeurs touchant une stratégie de l'autonomie industrielle - - -	76 - 112	15
A. Objectifs recommandés en matière de développement industriel - - - - -	77 - 80	15
B. Développement industriel intégré et production de facteurs pour l'industrie - - - - -	81 - 87	16
C. Main-d'oeuvre et spécialistes pour l'industrie -	88 - 91	19
D. Adaptation et mise au point de techniques industrielles	92 - 98	20
E. Financement du développement industriel grâce aux ressources du pays - - - - -	99 - 103	21
F. Participation de la population autochtone au développement industriel - - - - -	104 - 107	24
G. Expansion du marché intérieur et développement industriel - - - - -	108 - 112	25
II. Principes directeurs relatifs à l'application de la stratégie aux niveaux national et régional - -	113 - 132	27
A. Utilisation des ressources naturelles - - -	113 - 116	27

Table des matieres (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
B. Transports et communications - - - - -	117 - 119	28
C. Agriculture - - - - -	120	28
D. Développement rural intégré - - - - -	121 - 122	28
E. Information et recherche - - - - -	123 - 127	29
F. Coopération régionale et sous-régionale - - -	128 - 132	30
 III. Principes directeurs pour l'application de la stratégie : Investissements étrangers et coopération internationale dans l'industrie - - - - -	 133 - 146	 32
A. Problèmes généraux résultant de la dépendance de l'étranger pour les investissements - - - - -	133 - 134	32
B. Mesures classiques de promotion des investissements privés étrangers - - - - -	135 - 137	32
C. Types d'investissement ayant la croissance nationale pour - - - - -	138 - 140	33
D. Coopération avec les pays développés - - - - -	141 - 147	34
E. Coopération avec des pays en développement d'autres régions - - - - -	148	35

RESUME DES QUESTIONS ABORDEES ET DES RECOMMANDATIONS

A. Introduction

1. La structure industrielle de la plupart des pays africains est caractérisée par une double exigence interne, d'une part gagner le maximum de devises et, d'autre part, accroître les ressources et le capital autochtones; à cette structure est généralement associée une dépendance vis-à-vis de l'étranger due à l'augmentation galopante des importations de facteurs de production, de biens d'équipement, de pièces de rechange, d'éléments, de techniciens, de techniques, de cadres de direction et de services.
2. Au départ, les économistes africains ont réclamé une politique de développement industriel parce qu'ils pensaient que rien ne justifiait que l'Afrique doive se contenter d'exporter des matières premières. Ils ont insisté pour qu'une étape de plus soit franchie avec la transformation des matières premières avant leur exportation, et là encore le but était de se procurer le maximum possible de devises étrangères.
3. Là où certaines ressources minérales font l'objet d'une demande dynamique des pays développés, et il en est résulté une forte augmentation des ressources en devises et de la demande de produits industriels, le développement industriel a fait un démarrage foudroyant qui menace, à de rares exceptions près, de tourner au chaos. Il n'y a pas longtemps qu'on commence à admettre que le développement industriel est beaucoup plus qu'une affaire de liquidités, de recettes et de devises.
4. Le remplacement des importations est apparu en Afrique en réaction contre l'exportation de matières premières et leur réimportation sous une forme transformée ou finale, processus associé à des termes défavorables de l'échange et qui aggrave la position de change. Malgré cela, le remplacement des importations en Afrique continue le plus souvent à s'accompagner d'importations croissantes de biens intermédiaires et d'autres facteurs de production industriels, de matières premières, de pièces détachées, etc.; il en résulte, entre autres, des sorties très considérables de devises, un manque de liaisons autochtones et les industries locales sous contrôle des mains d'autochtones ont de ce fait du mal à survivre.
5. Même achetés sur place, les fournitures et l'équipement ont généralement été mis au point ailleurs et peut-être importés par des sociétés non placées sous contrôle étranger, ou bien, à supposer qu'ils soient de production locale, les éléments étrangers entrent déjà pour une très forte proportion dans leur composition. Les importations interviennent donc pour une part accrue dans le développement et il ne semble pas que l'on ait proclamé clairement à quels secteurs on entendait allouer en priorité le capital lui-même pour réduire la dépendance générale des devises grâce à une accélération de la production autochtone des biens et matériaux utilisés comme facteurs de production et grâce à un développement de la technologie autochtone.
6. De nombreux gouvernements africains se berçaient de cette idée que si l'on savait où obtenir des prêts, on était en mesure d'assurer la réussite de l'activité industrielle et ils avaient l'habitude de réclamer l'assistance des gouvernements coloniaux même pour la création de petites industries locales comme celles du savon, de l'ameublement, des boissons non alcoolisées, de la briquetterie et de la tuilerie.

7. D'une manière générale, une grande partie des dettes contractées par les pays africains correspond à des montants très supérieurs aux sommes effectivement reçues si l'on tient compte de tout l'argent reversé au titre d'intérêts, de dividendes et de règlements du principal, de règlements directs ou indirects pour les techniques importées, les techniciens, les services de consultants, etc..

B. Quelques grandes questions de politique industrielle

8. Jusqu'à une date récente, les économistes envisageaient la politique industrielle en termes de proportions des facteurs et les grands hommes d'affaires la voyaient en termes de dimensions des marchés et de rentabilité et non pas en termes de création d'une structure de production qui permettrait de mettre en valeur et d'utiliser les ressources matérielles et humaines autochtones.

9. En Afrique, le monde des affaires a essentiellement cherché à exploiter les matières premières et élargir les marchés des biens de consommation. Parallèlement, la politique industrielle africaine consistait en gros à offrir aux investisseurs privés étrangers des conditions favorables au maintien de la stabilité et de solides avantages financiers pour les inciter à identifier et exploiter ces possibilités de débouchés. Mais les privilèges étaient souvent refusés aux autochtones et cet état de choses est resté plus ou moins inchangé dans la plupart des pays africains (sauf en ce qui concerne les opérations conjointes et les entreprises africaines spécialisées dans la fourniture de services et l'industrie légère).

10. En donnant la préférence aux produits étudiés et mis au point à l'étranger, on favorise la dépendance de techniques importées compliquées et non pas l'innovation autochtone, et on tend ainsi à renforcer la position du capital étranger face au capital national. La préférence pour ce qui est étrangers a suscité une capacité exagérée dans certaines branches, elle a entraîné une consommation superflue (au sein des élites), particulièrement d'articles de luxe dont on trouve un choix inutile de marques et de styles tandis que d'un autre côté les possibilités d'expansion de la production, de diversification et de création de nouveaux emplois sont restreintes.

11. Il a été recommandé d'encourager certains pays en développement bien pourvus en ressources à fabriquer des biens intermédiaires et des produits finals destinés à l'exportation à partir de matières premières industrielles spécifiques. Cette recommandation figure maintenant dans les schémas de préférences généralisées en général et dans la Convention de Lomé en particulier.

12. L'absence de recherche autochtone touchant la mise au point de produits nouveaux adaptés aux marchés nationaux de produits de grande consommation et à l'environnement et qui permettrait d'organiser la production industrielle sur des bases locales autonomes, est liée de toute évidence à une dépendance excessive des investissements privés étrangers directs et du commerce extérieur. Les recherches actuellement en cours en Afrique ne représentent pas grand-chose (en comparaison de celles d'autres régions), elles sont menées sans souci de compatibilité et vont à l'encontre les unes des autres; en outre, elles ne conduisent pas à des innovations réelles qui apporteraient des solutions aux plus brûlants des problèmes des pays africains.

13. Des ajustements récents des politiques ont abouti au transfert de la production à des autochtones et les transnationales y sont maintenant associées, qu'il s'agisse ou non d'une fabrication d'articles destinés à l'exportation conforme aux principes indiqués au paragraphe 11 ci-dessus. Cette dépendance durable et excessive des entreprises étrangères a suscité des types de formation de capital qui interdisent toute possibilité de progrès vers l'autonomie nationale et qui, de plus, élargissent la voie par laquelle les ressources nationales quittent le pays sous forme de bénéfices. Elle décourage aussi l'expérimentation autochtone dans la production alors que cette expérimentation est la base même de l'adaptation et du développement des techniques et des compétences dans l'industrie.

14. L'adoption de techniques qui aboutissent à des économies de main-d'oeuvre et la répartition inéquitable des "biens de base" dans la production et la distribution reflètent jusqu'à un certain point l'échec de la politique publique des gouvernements africains, particulièrement à l'égard des entreprises étrangères. Le manque de politiques nationales réalistes concernant les investissements étrangers a largement contribué, entre autres, à faciliter les mainmises étrangères et donc à affaiblir l'entreprise autochtone et l'autonomie économique.

15. Les entreprises sous contrôle étranger sont souvent prédisposées contre les projets qui visent à élargir le marché national et elles sont généralement favorables aux investissements axés sur l'exportation qui, s'ils prennent une grande extension, tendent à créer des déséquilibres dans l'économie nationale car ils enlèvent des ressources et de la main-d'oeuvre aux secteurs pauvres. Le problème est pire si la capacité créée en vue de l'exportation ne peut être réajustée pour servir à des fins nationales le jour où les marchés extérieurs se ferment.

16. Il reste nécessaire d'exposer tout ce qu'implique la Déclaration de Lima elle-même, particulièrement en ce qui concerne les points évoqués aux paragraphes 6, 8, 9 et 15 ci-dessus, et de donner un sens aux négociations internationales que l'ONUDI considère apparemment comme le point crucial de la Déclaration et Plan d'action de Lima, car il vaut pour les différentes régions et porte sur la nécessité de l'autonomie.

17. Alors qu'il est généralement admis que les industries mécaniques sont au coeur du processus de transformation accélérée de structures, on peut regretter que l'Afrique soit celle des régions en développement qui présente le rapport production mécanique/importations de produits mécaniques le plus faible et sa base ne semble pas s'élargir à cet égard.

18. Il est notoire que de nombreux pays africains sont démunis de compétences essentielles pour l'étude préalable, la mise en train et la poursuite du développement et des processus économiques. Quand on manque d'ingénieurs pour adapter les procédés industriels, on est normalement gêné pour modifier ou même transformer des machines importées pour les adapter aux besoins locaux.

19. Bien que les sociétés privées étrangères n'ignorent pas que la main-d'oeuvre disponible sur place est techniquement moins qualifiée que celle des pays développés, elles trouvent le moyen de n'offrir qu'une formation superficielle qui a, certes, des effets positifs immédiats sur l'emploi, mais qui peut avoir malgré cela des effets négatifs à long terme car ce genre de formation n'ouvre aucune perspective d'amélioration et de diversification des compétences aux fins du développement intégré dans des branches comme les industries des produits en métal, des produits chimiques, de la mécanique, les industries à base agricole et les industries des matériaux de construction.

20. L'insuffisance des moyens de transport et de communication, surtout dans les régions rurales, s'est révélée très gênante quand on a voulu développer la spécialisation et les échanges sur le plan national et intra-africain afin de faciliter une industrialisation dont la continuité est assurée de l'intérieur.

21. Beaucoup de pays africains manquent des institutions et des mécanismes qui sont le reflet de l'interdépendance des activités économiques, aussi ne peuvent-ils guère parvenir à la volonté de mettre en oeuvre à l'échelle requise les mesures fondamentales qui s'imposent.

22. Les opérations économiques menées en coopération auraient pu devenir un facteur de complémentarité en Afrique mais elles ont principalement servi à faciliter les échanges commerciaux. Cette façon de les comprendre s'inspire de modèles empruntés aux pays développés où les structures économiques intégrées ne posent pas de problèmes a priori.

23. Tout bien considéré, une situation dangereuse a été créée en Afrique, situation telle que pour accéder à la technologie industrielle moderne, à la connaissance spécialisée, aux facteurs de production industriels et même aux matières premières, etc. un pays doit s'associer au capital étranger et/ou recourir aux échanges avec l'étranger et aux entreprises étrangères. Avec de pareilles structures de production, les "besoins fondamentaux" des masses ne peuvent être satisfaits qu'aux dépens de la croissance dont la continuité est assurée de l'intérieur. Ces conditions sont donc plus propices à une dépendance accrue du commerce extérieur et elles sont probablement la cause de sérieux déficits de la balance des paiements.

C. Quelques principes directeurs et recommandations touchant une stratégie de l'autonomie

24. Choix d'objectifs industriels : Pour être efficace, une stratégie globale de l'industrialisation se doit d'être explicitement sélective et viser des objectifs intégrés spécifiques et concrets, par exemple tendre à élargir l'emploi, réduire la pauvreté des masses, implanter des industries clés et des industries de base, éviter une densité excessive de l'industrialisation, réduire à un minimum le gaspillage des ressources naturelles, éviter la dégradation de l'environnement, etc. et renforcer la capacité des institutions à réagir rapidement aux changements de la situation internationale.

25. Ces grands objectifs du développement devraient principalement permettre d'amorcer un processus de développement industriel autonome entretenu de l'intérieur, à condition de développer les qualifications industrielles de la population autochtone pour amorcer le processus d'industrialisation et en assurer la continuité.

26. Secteurs prioritaires et autonomie en ce qui concerne les facteurs de production industriels : En matière d'industrialisation, le but des stratégies doit être de créer et de faire croître une structure de production industrielle nationale capable de mettre en valeur, d'utiliser les ressources matérielles et humaines autochtones et de les convertir en facteurs de production intermédiaires ainsi qu'en biens finals de consommation et d'investissement, sans être obligée de toujours recourir aux échanges avec l'étranger ou aux entreprises étrangères. En fait, l'Afrique a besoin de plus d'aide, de plus d'investissements étrangers et de plus d'échanges avec l'étranger, mais certainement à des conditions plus favorables que celles qui lui sont faites actuellement.

27. Chaque pays africain devrait, individuellement ou en association avec d'autres pays, essayer de dresser des plans en vue de l'implantation et du développement d'industries ou complexes de base où les divers secteurs et projets pourraient s'acheter et se vendre mutuellement leurs productions finales et leurs facteurs de production. Les branches industrielles considérées comme prioritaires dans le cadre de la Déclaration de Lima sont entre autres les industries mécaniques et des métaux (fonderies et forges), des produits chimiques, de la construction, les industries liées à l'agriculture et les petites industries.

28. Ce qui est prescrit pour satisfaire les "besoins fondamentaux" (c'est-à-dire un niveau de revenu stable et en augmentation, de meilleures écoles, une infrastructure médicale, la nutrition, le logement, un approvisionnement suffisant en eau saine, des moyens de transport bon marché, etc.) ne peut faire l'objet de réalisations durables que si l'on dote le pays de bases industrielles solides et en mesure de fournir les divers facteurs de production industriels requis pour assurer en permanence la production et la distribution des biens et services fondamentaux dans l'économie nationale. Ces facteurs de production sont, notamment, les matériaux de construction, les pompes et canalisations pour l'eau, d'autres produits des industries mécaniques et des métaux, les machines-outils, les produits pharmaceutiques, les engrais, les pesticides, le papier, le matériel médical et scolaire et le personnel qualifié capable d'entretenir et de réparer tous les facteurs matériels de production.

29. Utilisation des ressources naturelles : Pour tirer parti dans le pays des ressources naturelles, il est indispensable de commencer par encourager la recherche autochtone d'éventuelles innovations techniques et d'élargir la base des industries mécaniques avec l'idée d'acquérir et d'améliorer les compétences autochtones dynamiques et les moyens d'assurer la continuité du processus technique permanent qu'impliquent l'exploitation et l'utilisation des ressources.

30. Main-d'oeuvre qualifiée et technologie : Les compétences et les techniques ne sauraient se développer à partir du néant; il faut une activité technique et industrielle appropriée qui leur serve d'infrastructure et de lien. Si l'on veut arriver à l'autonomie dans les domaines de la technologie et des connaissances spécialisées industrielles, il faut tout particulièrement s'occuper de préparer des spécialistes autochtones de l'ingénierie et de la conception de produits.

31. D'une manière générale, il conviendrait de donner la priorité à la production mécanique, qui est à même de faire progresser de façon rapide et étendue les techniques industrielles et les compétences, même quand il faut partir d'une base très modeste. Les industries mécaniques faciliteraient la diversification économique et l'élargissement du marché car leur influence s'étend à d'autres branches de l'économie, par exemple à celles des métaux, des produits chimiques, des agro-industries, du bâtiment et de la construction, des transports et du commerce et elles favorisent le renforcement des liaisons en amont, en aval et latérales dans l'ensemble de l'économie.

32. On peut commencer avec des services de réparation, selon toute vraisemblance en s'appuyant sur les divers ateliers existants qui desservent les chemins de fer, les ports, les entreprises de génie civil et les usines; ce faisant on est assuré de toujours avoir un minimum d'activité technique qui sera à la portée d'un pays susceptible d'être perfectionné par étapes pour participer à la fabrication de pièces détachées et d'éléments et d'autres facteurs de production industriels et on en arrivera ainsi à la mise au point et la fabrication de machines-outils et d'équipements.
33. Il est généralement possible de trouver de la main-d'œuvre apte à recevoir une formation et grâce à laquelle les pays africains pourront, individuellement ou ensemble, entreprendre la fabrication des machines-outils complémentaires et compatibles qui pourront servir par la suite à transformer ou remplacer certaines machines.
34. Les activités entreprises pour développer les compétences autochtones avec le concours de l'ONUDI, de l'UNESCO, de la CNUCED et du BIT et qui correspondent aux plans industriels à long terme, devraient également porter sur la préparation de programmeurs de projets, de concepteurs, d'analystes, de spécialistes des recherches sur les marchés, d'experts en commercialisation, de consultants pour les questions de gestion, d'experts financiers, etc..
35. La région de l'Afrique doit tirer le parti maximum de son potentiel scientifique et technologique actuel et ne faire appel à des spécialistes de l'étranger que lorsque cela est réellement nécessaire. Les dépenses seront moindres si une partie au moins des experts étrangers vient de pays en développement.
36. Si la préparation de compétences beaucoup plus nombreuses doit être encouragée à tous les niveaux du système d'enseignement classique, il convient d'insister davantage sur l'éducation non scolaire, par exemple la formation en cours d'emploi et l'apprentissage. Toutes les activités industrielles devraient être assorties d'une formation. Les classes pour adultes et les moyens d'information de masse pourraient aussi être utilisés pour dispenser une forme pratique et simple de connaissance spécialisée aux personnes que le système d'enseignement ne peut toucher d'autre manière (par exemple les dirigeants de petites entreprises).
37. Les ingénieurs, techniciens, mécaniciens et maîtres artisans pourraient être regroupés dans des guildes et associations industrielles qui leur permettraient de confronter dans des sessions d'étude, des publications, des cours de perfectionnement et à l'occasion de contacts officiels, leurs expériences de la recherche quotidienne de solutions pratiques aux problèmes de l'industrie.
38. Une politique efficace en matière de technologie nécessite avant tout une structure institutionnelle appropriée et qui se prête à l'examen systématique des options techniques auxquelles se référer pour choisir, adapter et mettre au point la technologie convenant dans chaque cas.
39. Développement du marché : La production finale des secteurs industriels prioritaires devrait contribuer directement ou indirectement à l'amélioration du niveau de vie des masses, particulièrement dans les secteurs ruraux, en satisfaisant leurs "besoins fondamentaux" et en procurant à bon compte des facteurs de production pour la productivité à base rurale, faisant ainsi passer de larges fractions de la population dans l'économie "moderne".

40. Pour suivre les exigences toujours changeantes de la technique et les mouvements divergents du commerce et du capital, les pays africains ont essentiellement besoin d'une gamme bien choisie de produits et de procédés industriels, tels ceux qui offrent les plus grandes possibilités de liaisons dans le cadre de la production nationale et dont les effets, retombées et formation, sont importants à d'autres égards.
41. Dans l'ensemble, les grands pays ont plus que les petits la possibilité de choisir un type de lien avec les sociétés étrangères conforme à une sélection judicieuse de produits et à l'objectif de croissance. C'est ainsi que des pays comme le Japon, l'Inde et le Brésil ont décidé de frapper de restrictions les entreprises sous contrôle étranger et de tabler principalement sur l'attrait qu'exercent leurs marchés intérieurs pour obtenir des étrangers des accords de coopération favorables. De la même façon, dans le cas de l'Afrique, des groupements sous-régionaux permettraient éventuellement de faire de l'accès à leurs marchés intérieurs un argument majeur lors de négociations sur les conditions auxquelles seront admises des entreprises ayant leur siège à l'étranger. La coopération sous-régionale et régionale pourrait ainsi compléter les débouchés que les marchés nationaux offrent aux marchandises industrielles.
42. Agriculture et développement rural intégré : Il existe un besoin d'activités de recherche et développement à propos du soutien de l'industrie à l'agriculture; elles devraient porter par exemple sur des prototypes peu coûteux, les machines agricoles et les engrais adaptés aux besoins spécifiques qui sont fonction du sol, du climat, des cultures pratiquées, etc..
43. Le développement rural intégré suppose un ensemble de principes qui rejoignent les efforts pour améliorer les compétences techniques, l'infrastructure rurale, l'entreposage, le transport, la distribution et la commercialisation.
44. Il faut aussi accorder de l'attention au développement des agro-industries et des petites industries rurales de transformation, l'accent étant mis sur les compétences qu'exigent la conduite, l'entretien et la réparation de l'équipement de ces industries, sur l'utilisation des sous-produits agricoles, l'aide à la recherche, les politiques nationales de la nutrition et l'organisation spécialement conçue pour transformer le sous-secteur rural traditionnel.
45. Des changements opportuns de la structure sociale, politique et institutionnelle devront être soigneusement étudiés et mis en oeuvre. Les activités des institutions, surtout dans les secteurs ruraux les plus pauvres, doivent tendre à accroître la capacité de tous les groupes de population intéressés pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs tâches.
46. Transports : Il conviendrait de stimuler la fabrication de matériel de transport et de communication qui réponde aux besoins de l'économie nationale et de développer parallèlement les services (ingénierie, etc.) complémentaires qui sont indispensables pour une bonne utilisation de ce matériel.

D. Mécanismes de prise des décisions, de planification et d'exécution

47. Capitaux pour l'industrie : En ce qui concerne la mise en oeuvre des projets industriels stratégiques à caractère prioritaire qui nécessite de grosses quantités de fonds et pour compléter les ressources disponibles aux niveaux nationaux, il pourrait être nécessaire que la région d'Afrique crée des banques multinationales d'investissement industriel auxquelles incomberait l'organisation des programmes de financement qui dépassent les possibilités des institutions nationales de financement.
48. Les pays africains devraient aussi prendre des mesures pratiques pour établir un fonds collectif de l'industrie qui s'occuperait du financement des projets multinationaux socialement importants et visant à compléter les programmes nationaux de développement et pour arrêter une politique de prêts à long terme en vue du financement de la croissance de l'économie africaine.
49. Recherche et information : Les instituts de recherche technologique doivent établir des relations de travail régulières avec l'industrie de façon que la recherche puisse en permanence faire profiter l'industrialisation en cours des découvertes qui servent les objectifs des plans pertinents de développement économique et social.
50. Il conviendrait de fournir aux entreprises autochtones, et spécialement à celles des petites et moyennes industries et des industries rurales, des renseignements sur les techniques de production, les caractéristiques spécifiques des produits et les sources des facteurs de production fournis. Des services d'information technique pourraient aussi travailler, au début tout au moins, pour les industries auxquelles le plan national confère un caractère prioritaire.
51. Une stratégie rationnelle du développement doit comporter un programme intrinsèque et efficace d'information grâce auquel les intéressés pourront avoir une idée claire des buts et objectifs inscrits dans la stratégie et aussi quelque assurance qu'une action complémentaire sera entreprise s'ils se conforment aux prescriptions de la stratégie qui les concernant, ce qui éviterait les contradictions entre les objectifs ainsi qu'entre les différents instruments chargés de définir les politiques à suivre.
52. Le souci d'une utilisation pertinente des informations par les particuliers et les offices incitera à étudier soigneusement les institutions à créer. Les pays africains devront aussi prendre l'habitude d'échanger entre eux des connaissances industrielles, enrichissant ainsi leur propre stock d'informations et contrant la pratique qui consiste à envoyer des informations aux pays développés pour devoir ensuite les racheter au prix fort.
53. Organisation au niveau de l'entreprise : Avant la mise en service d'installations industrielles, il faut prendre des dispositions pour former leur personnel et s'assurer que des pièces de rechange pourront être obtenues, de façon à pouvoir au moins éviter qu'une crise de fonctionnement imputable à l'entretien ou aux réparations ne contraigne au chômage.

54. Grâce à une réorganisation de la production et à l'amélioration de la formation et de la gestion, une adaptation non négligeable du matériel peut être menée à bien à l'usine. Quelles que soient les possibilités d'adaptation technologique, il faut pour les concrétiser une connaissance de la mécanique et des autres solutions techniques entre lesquelles on a le choix et il faut aussi que les dirigeants aient des raisons d'entreprendre ces adaptations. Les dirigeants devraient aussi penser à la sous-traitance quand celle-ci peut favoriser l'utilisation de la capacité et améliorer l'efficacité.

55. Réorganisation des ministères de l'industrie : Il est important que chaque pays africain réorganise un ministère de l'industrie, des institutions semi-publiques et autres du domaine de l'industrie et qu'il en renouvelle le personnel avec le souci de pousser à la spécialisation et à la complémentarité des projets industriels. Le ministère devra en particulier chercher systématiquement à avoir une relation de travail harmonieuse avec les ministères de la planification, de l'agriculture, de l'enseignement, des transports, des ressources naturelles, de la santé, du commerce et du travail ainsi qu'avec d'autres organes gouvernementaux et tenir compte des aspects complémentaires de leurs activités qui se renforcent mutuellement.

56. Structure gouvernementale relative à l'industrie : Il faut donner la priorité à une forme d'organisation gouvernementale compatible avec une stratégie d'industrialisation rurale et comportant toute une série de programmes et d'activités qui visent à accroître à la fois la production finale et l'emploi agricole et la production finale et l'emploi des agro-industries ainsi que d'autres activités et services conciliables. La création d'industries de base dans les secteurs des métaux, de la mécanique, des produits chimiques et des matériaux de construction doit également tendre à atteindre cet objectif.

57. Coopération régionale et sous-régionale : La coopération dans l'Afrique en développement devrait tendre à revêtir la forme d'une création et d'une utilisation d'une nouvelle capacité de production.

58. L'importance du commerce entre Etats participants qui porte sur des biens et services à utiliser soit à nouveau comme facteurs de production pour d'autres industries, soit aux fins de la consommation ne devrait pas dépendre uniquement du volume ou de la valeur absolue des échanges mais de leur composition.

59. Coopération avec les pays en développement : Des mécanismes et des institutions pour la promotion de la spécialisation dans l'industrie devraient être mis en place aux termes d'accords à long terme aux niveaux sous-régional, régional et interrégional. En outre, il conviendrait de contrôler les sociétés transnationales et de coordonner aux niveaux sous-régional, régional et interrégional les politiques relatives aux investissements privés étrangers. La coopération doit se proposer des résultats concrets dans chaque cas et elle ne devrait pas être recherchée pour de simples raisons de foi abstraite.

60. Coopération avec les pays développés : Les pays africains doivent faire de sérieux efforts pour préciser individuellement ou collectivement leur position à l'avance, sinon les transferts d'industries inspirés de la Déclaration de Lima risquent d'aboutir à l'envoi à ces pays d'unités industrielles dépourvues de dynamisme qui ne seront pas adaptées à la stratégie de l'industrialisation autonome et qui n'augmenteront pas non plus les possibilités d'utilisation des ressources du pays, ni les possibilités de développement des compétences ou de diversification.

61. Le secteur public doit croître en même temps que l'économie, sinon le capital étranger risque de décourager le développement de la concurrence que représentent les techniques et les chefs d'entreprises autochtones.

62. Des mécanismes et des institutions créés au niveau national pour encourager la coopération entre les entreprises des pays africains et celles de pays développés (sous forme par exemple d'opérations conjointes, de sous-traitance et d'octroi de licences) permettraient d'aider plus facilement les pays africains à devenir autre chose que des bénéficiaires passifs des techniques et des connaissances de l'étranger et à entreprendre de leur propre initiative des efforts d'adaptation et des recherches.

INTRODUCTION

63. Dans la plupart des pays africains, le principal objectif de principe du développement économique a été durant la dernière décennie l'obtention du maximum possible de devises étrangères pour financer la consommation et l'accumulation de capitaux en vue du développement en général et de l'industrialisation en particulier. D'un autre côté, le développement industriel a été axé sur l'accumulation de capitaux provenant de l'investissement intérieur, public et privé, et pour compléter, de l'investissement étranger, principalement de l'investissement privé. Les objectifs sociaux que les responsables de la détermination des politiques ont pris comme base pour évaluer les projets industriels ont été l'acquisition de devises étrangères et la création d'emplois en général, sans considération de leurs aspects qualitatifs.
64. Les ressources dont l'Etat a disposé pour ses programmes d'investissement provenaient de l'épargne publique ainsi que de l'aide et des octrois de fonds des pays développés. L'investissement public a eu le plus souvent pour but le développement des transports et des communications, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau, l'administration, la défense et les services sociaux, par exemple ceux qui ont trait à la santé et l'éducation et il a également tendu à faciliter la distribution et assurer des services de soutien à la production agricole. A quelques notables exceptions près, ces investissements n'avaient pas de relation directe avec la production industrielle mais ils ont apporté sous forme d'infrastructures un soutien aux investissements autochtones privés et étrangers ainsi qu'aux cultures pratiquées en vue de l'exportation. Les autres mesures prises par l'Etat comprennent la protection de l'investissement privé et la fourniture de stimulants généralisés destinés à l'encourager.
65. Les sources financières de l'investissement intérieur privé ont été l'épargne privée de la population autochtone qui n'avait pas d'accès satisfaisants aux marchés monétaires étrangers, ni même parfois nationaux. Avec des connaissances, des moyens matériels et une expérience de la conduite des entreprises limités, les chefs d'entreprise africains qui émergeaient ont eu tendance à se détourner de la production industrielle et à concentrer leurs investissements dans les secteurs moins hasardeux du commerce, de la distribution et de l'immobilier. De plus, presque toutes les entreprises autochtones étaient des affaires familiales dont la vie était assez peu celle de sociétés et elles étaient donc incapables de faire des investissements à long terme, de se lancer dans l'expérimentation aléatoire, l'innovation, la recherche et le développement. Leur capacité de planification financière et d'information sur les marchés des produits et des facteurs était également des plus limitées. Souvent, elles n'ont pu résister à la force compétitive des filiales des sociétés transnationales qui sont les principaux investisseurs étrangers dans l'industrie. Le soutien que l'Etat a fourni aux industriels autochtones a tendu à les unir aux transnationales à l'occasion d'opérations conjointes et à concentrer la puissance économique entre les mains d'un petit nombre.
66. Le capital accumulé grâce aux investissements étrangers provenait d'une part d'emprunts sur le marché intérieur et d'autre part d'importations de capitaux en provenance des pays industriels. Du fait que l'Etat ne procédait qu'à des investissements directs limités dans les secteurs productifs et que les industriels autochtones étaient relativement très faibles et n'avaient que des capacités et des connaissances négligeables en matière de gestion, de financement des entreprises, de marchés des produits et des facteurs, c'est le capital privé

étranger qui a principalement contribué à l'accumulation de capital dans l'industrie. Le besoin d'un flux de ressources réelles (compétences, capitaux et techniques) en provenance des pays avancés obligeait à offrir des avantages pour attirer ce flux là où l'on voulait industrialiser. La structure et la distribution sectorielle de la formation de capital ont donc été largement déterminées par la recherche du bénéfice maximal qui animait les investisseurs industriels étrangers. L'objectif majeur de ce genre d'investissement était la réalisation du bénéfice maximum dans les délais les plus brefs possibles et le réinvestissement de ce bénéfice en un autre point du monde, ce qui tendait à faire monter les prix des articles industriels et à opérer une redistribution des revenus. Les investissements visaient d'une part à assurer la régularité de l'approvisionnement de la société mère en matières premières dans les pays développés, et d'autre part à faire exporter le maximum de produits des sociétés mères vers les pays africains. Sur ce dernier point, le résultat était obtenu grâce à des accords internes d'approvisionnement passés par les filiales qui faisaient des efforts particuliers pour se faire une place sur le marché local des produits manufacturés. Les principaux secteurs productifs à court terme étaient ceux qui produisaient des biens de consommation destinés à remplacer des importations et ceux qui effectuaient une transformation en vue de l'exportation.

67. Le fait de poser en principe que l'accumulation de capital devait servir à économiser des devises et à créer des emplois a naturellement conduit à préconiser une transformation simple en vue de l'exportation et souvent ces objectifs sont allés de pair avec une structure de développement caractérisée par le remplacement des importations, les biens de consommation étant principalement visés, et il en est invariablement résulté un besoin toujours croissant de recettes supplémentaires en devises pour financer des importations de facteurs de production industriels, de services d'experts, etc., sans que soient améliorées sur le plan intérieur les liaisons industrielles grâce auxquelles l'utilisation des ressources nationales aurait pu avec le temps être transférée aux ressortissants du pays. Dans l'ensemble, la structure industrielle de la plupart, pour ne pas dire de la totalité, des économies africaines est caractérisée par une demande intégrée de devises étrangères par opposition aux ressources et au capital autochtones.

68. Le fait que la stratégie de remplacement des importations ait été axée sur les biens finals de consommation est dû en partie à la faiblesse du volume de la demande intérieure dans la plupart des pays africains, à l'apparente simplicité technologique de la production et au fait qu'il s'agit d'investissements à court terme par nature. Ce genre de politiques et de stratégies a entraîné certaines économies de devises, la création d'un certain emploi industriel et l'implantation d'un certain type de base industrielle. Néanmoins, la stratégie tend dans l'ensemble à aggraver le dépendance extérieure qui se reflète dans des déficits des balances des paiements et un endettement dû à la croissance exponentielle des achats de biens d'équipement requis, de facteurs de production industriels, de pièces détachées et éléments, des services d'une main-d'œuvre technique, de techniques, des services de cadres de gestion et d'autres services. En outre, la stratégie a tendu à décourager l'expérimentation technologique autochtone dans la production proprement dite alors que c'est à la base du développement et de l'adaptation de la technologie industrielle.

69. Une stratégie dont le but est la simple transformation de matières premières et la fabrication locale d'éléments isolés et de pièces pour l'exportation est une variante de la stratégie plus familiale qui consiste pour les sociétés étrangères à essayer de faire le maximum de ventes sur place en créant des usines, souvent sous forme "d'entreprises communes" dont la fonction est seulement d'assembler des éléments importés en machines et matériels tels que voitures destinées au marché intérieur, avec l'espoir que d'une manière ou d'une autre la croissance industrielle rétrogradera automatiquement. Il n'y a rien de fondamentalement antiéconomique à exporter des matières premières à demi transformées sur les marchés

des pays développés pour gagner des devises. Cette conception a par exemple sa place dans les dispositions de la Convention de Lomé relatives au commerce d'exportation. Nombreux sont sans aucun doute les pays développés qui exportent des matières premières brutes sans les traiter car il est souvent avantageux d'agir ainsi. De même, il est souvent profitable de procéder à une transformation en amont pour accroître au maximum la valeur ajoutée et/ou l'emploi. Mais il n'est pas toujours possible de le faire, cela dépend en partie de l'importance de l'offre intérieure de matières premières, du coût de la transformation en amont, de la demande intérieure intermédiaire et des possibilités de placement des produits intermédiaires sur les marchés étrangers. Pour pouvoir procéder à la transformation d'amont, il est souvent nécessaire de disposer d'une structure de production industrielle, intégrée des points de vue capital, compétences et technologie. Par suite de la détérioration des termes de l'échange entre les articles manufacturés et les exportations de produits de base, un pays en développement a de moins en moins les moyens d'importer le matériel supplémentaire et les autres facteurs de production utilisés pour la production d'amont.

70. Le remplacement des importations et la transformation en vue de l'exportation ont été adoptés en tant que moyens d'économiser et de gagner des devises étrangères pour une formation de capital mais la part des importations dans le développement a augmenté et l'on n'a, selon toute apparence, pas indiqué clairement les secteurs auxquels irait la préférence des points de vue allocation de capitaux pour réduire la dépendance économique globale à l'égard des devises, production nationale de biens et de matériaux utilisés comme facteurs de production et développement national des techniques.

71. La troisième stratégie prescrite, et c'est la dernière en date, pour le développement industriel et économique des régions en développement présente comme nouveaux objectifs de principe, la satisfaction des "besoins fondamentaux", ces besoins comprenant la permanence et la stabilité de l'emploi ou le statut de travailleur indépendant, l'amélioration des écoles, des services médicaux et une élévation du niveau des revenus. Le choix de cet ensemble d'objectifs repose sur cette constatation que les efforts tendant simplement à accroître le PIB dans les pays en développement ont eu pour corollaire la pauvreté des masses, la malnutrition, la misère et le chômage. Les nouveaux objectifs sont donc hautement louables et ils constituent les buts permanents du développement économique que les hommes politiques appellent fréquemment d'une formule concise, l'élimination de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie.

72. Les structures industrielles existantes dans la plus grande partie de l'Afrique ont été conçues en vue de la production de marchandises "modernes" destinées à une consommation superflue et elles n'ont pas pour but de satisfaire les "besoins fondamentaux" de la majorité de la population, et spécialement des ruraux pauvres. D'autre part, le critère d'évaluation du développement est traditionnellement le revenu par habitant, souvent sans référence aux politiques dont l'objet est la diffusion des avantages du développement par région et par groupes de population. Tenir ainsi compte de la seule augmentation par habitant revient tout simplement à admettre le pouvoir qu'a l'élite de convertir les revenus en biens de luxe, par exemple en maisons luxueuses, en voitures et en grandes propriétés foncières qui ne sauraient aisément être assimilés à des "besoins fondamentaux", comme les besoins de logements bon marché, de transports peu onéreux, de routes de raccordement dans les campagnes, d'hôpitaux, d'écoles, de boutiques pour le grand public, d'installations sanitaires, d'électricité, d'approvisionnement en eau, de nourriture et d'autres biens et services essentiels. La satisfaction de ces besoins fondamentaux implique l'existence d'une structure productive qui corresponde elle-même aux besoins qu'elle est destinée à satisfaire. En d'autres termes, il s'agit d'en élargir la capacité et de l'axer sur la production et l'utilisation de facteurs de production comme les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques, les pompes et canalisations pour l'eau, les machines-outils et d'autres produits des industries mécaniques et des métaux, le matériel médical et

soolaire, le papier, les engrais et les pesticides. En outre, cette structure doit employer du personnel techniquement qualifié pour entretenir et réparer tous ces facteurs matériels de production. A moins que des progrès dans la voie de l'application d'une telle stratégie ne soient discernables, la "satisfaction des besoins fondamentaux" en soi ne se fera qu'aux dépens de la croissance autonome entretenue de l'intérieur car elle élargira seulement la base d'une dépendance accrue du commerce extérieur ou même les déficits de la balance des paiements, dans la mesure où la satisfaction des "besoins fondamentaux" n'est pas une cause directe de rentrées de devises étrangères. Il est donc important de constituer une solide fondation industrielle nationale, fondation qui permette de restaurer la diversité des facteurs de production requis pour la production et la distribution par le pays des biens et services essentiels sur une base permanente.

73. Il est clair qu'il n'y avait pas de relation cohérente ni de point où opérer l'intégration entre les programmes dont le but était la création de biens réels et ceux qui tendaient au développement de l'infrastructure de la main-d'oeuvre et à des investissements sociaux dans des domaines comme ceux de l'éducation et de la santé, car les investissements sociaux et relatifs à l'infrastructure, par exemple, faisaient davantage consommer que produire et formaient du personnel qui ne pouvait être absorbé par aucun secteur de production autre que celui des services.

74. La raison pour laquelle on tablait sur l'accumulation de capital était que l'on posait en hypothèse qu'à partir du moment où la proportion des investissements dans les biens d'équipement serait très élevée, l'industrialisation prendrait automatiquement son essor, et ce n'est évidemment pas ce qui s'est produit. Quand la composante importations a augmenté, les exportations d'articles manufacturés n'ont pas crû substantiellement mais la dépendance de l'étranger pour les spécialistes de la gestion et les techniciens et pour le capital et les techniques a continué à augmenter en même temps.

75. Ce dont on a besoin, c'est de stratégies de l'industrialisation qui permettent de créer une structure nationale de production industrielle capable de susciter, d'utiliser et de transformer les ressources humaines et matérielles du pays en facteurs de production intermédiaires et en biens finals d'investissement et de consommation sans avoir à recourir au commerce extérieur. Il convient de procéder à l'intégration appropriée de ce genre d'industrialisation sur le plan intérieur pour bénéficier des avantages sociaux résultant de liaisons verticales grâce à un effet multiplicateur plus marqué sur le plan national. L'application de ce genre de stratégie qui est le fondement d'une industrialisation capable de se poursuivre sans apports étrangers, est le seul moyen de garantir que l'on sera davantage en mesure de satisfaire dans la dignité économique et politique les besoins fondamentaux.

79. Parmi les principaux objectifs du développement industriel qui peuvent être tirés de ces grands objectifs de développement ne figureront plus nécessairement l'acquisition de devises étrangères et la création d'emplois, pour importants qu'ils puissent être. Le principal objectif sera plutôt l'instauration d'un processus de développement industriel dont la continuité pourra être assurée de l'intérieur. Pour instaurer un tel processus autonome et pour opérer la transformation sociale requise, il est avant tout indispensable de développer chez la population autochtone les aptitudes industrielles qui lui permettront d'amorcer et de poursuivre ce processus d'industrialisation. Le développement de ces aptitudes dépend lui-même d'un certain nombre de facteurs et notamment de la mise en valeur et de l'utilisation permanentes des ressources en hommes et en matières premières existant sur place, de la mise en place d'une structure appropriée de production industrielle qui soit à même de produire les facteurs industriels, de susciter les techniques industrielles, d'élargir les marchés intérieurs des articles manufacturés, de faciliter le développement de compétences techniques autochtones, de renforcer les ressources en cadres autochtones dans les secteurs public et privé, étant entendu que l'on s'appuiera de plus en plus sur le financement intérieur de l'industrie et sur la production de biens et services qui satisferont directement ou indirectement, tant à moyen qu'à long termes, les besoins fondamentaux de la population.

80. Parmi les éléments principaux d'une telle stratégie industrielle figurera donc la détermination des secteurs industriels prioritaires dont le développement dans le temps débouchera sur un ensemble cohérent et qui seront capables de susciter une capacité technologique autochtone. Le développement des compétences autochtones est générateur de fonds à affecter aux investissements et qui proviennent dans une mesure toujours plus grande de sources indigènes et il permet d'élargir la gamme des productions avec le soutien de stratégies secondaires qui visent à accroître les exportations afin d'assurer les ressources requises.

B. Développement industriel intégré et production de facteurs pour l'industrie

81. Le remplacement des importations en Afrique a surtout consisté à produire sur place des biens de consommation mais la production de facteurs de production dans la région a été faible. L'utilisation de techniques importées par des filiales étrangères et même par des entreprises contrôlées par l'Etat a souvent pour corollaire l'importation de biens intermédiaires et d'autres facteurs de production industriels, de matières premières, de pièces et éléments de rechange et il en résulte, entre autres, des sorties considérables de devises et un manque de liaisons au plan local.

82. Certes, on trouve en Afrique de très nombreuses entreprises sous contrôle étranger et qui insistent pour acheter leurs matières premières, leurs biens intermédiaires, éléments et pièces détachées à une filiale installée dans un autre pays, ce qui permet à l'ensemble transnational dont elles font partie de réaliser de plus gros bénéfices. De nombreux pays en développement ont vu leurs problèmes de balance des paiements s'aggraver du fait de la pratique qui consiste pour une filiale sous contrôle étranger à payer à la société mère des prix excessifs pour les matériaux, etc.. Aussi longtemps que cette pratique servira de moyen de rapatriement des bénéfices, les investisseurs étrangers y trouveront une raison supplémentaire de continuer à importer matières premières et autres

facteurs de production au lieu de les produire sur place, et ils rendront ainsi malaisée la survie des entreprises industrielles locales appartenant à des entrepreneurs indépendants, pour autant qu'elles aient pu être créées. Il n'en reste pas moins que certaines filiales manufacturières de sociétés transnationales achètent sur place une forte proportion de leurs matériaux et matériels et il est tentant de conclure qu'une proportion élevée de la valeur totale de ces filiales représente une valeur ajoutée à l'intérieur des pays africains dans lesquels elles sont installées. Mais cette conclusion ne tient pas. Ce qui induit en erreur c'est que les fournitures et l'équipement achetés sur place sont en pratique mis au point ailleurs et qu'ils ont peut-être été importés par une firme non placée sous contrôle étranger et que s'ils sont de production locale, il y a des chances pour qu'ils comportent une très forte proportion d'éléments importés.

83. Si l'on ne réussit pas à accroître le volume des facteurs de production d'origine locale qui sont utilisés, on ne saurait non plus réussir à diversifier tant la production industrielle que les compétences. Ce même problème altère les politiques de remplacement des importations, il conduit à créer des industries onéreuses et il amoindrit encore davantage les avantages de la région africaine par rapport à ceux d'autres régions.

84. Des programmes non intégrés de production de facteurs de production industriels se traduiraient évidemment par un surcroît d'importations dans le cadre de l'industrialisation, une augmentation des besoins de devises étrangères, un développement et une utilisation limitée des ressources nationales et une plus grande dépendance de l'extérieur en ce qui concerne les compétences et les techniques.

85. L'industrialisation intégrée suppose une planification systématique des programmes, objectifs et projets d'investissement inter-industries dont le but est l'obtention d'un rendement direct et indirect maximal grâce à des rétroactions mutuelles et des liaisons en aval. Les politiques, programmes, objectifs et projets relatifs aux investissements visent délibérément à créer des liens techniques et économiques entre les matières premières et une relation est ainsi établie entre l'extraction des matières premières et l'exportation et la transformation sur place ^{3/} en vue de la production de produits de base tels que produits chimiques de base, matériaux de construction, produits de l'industrie mécanique et métaux ^{4/}. Les sous-secteurs de l'extraction, de la transformation et de la production de matériel et d'éléments se trouveraient renforcés par l'amélioration des capacités existantes de production et par la création de nouvelles. Les échanges inter-industries requièrent également une politique délibérée d'intégration des grandes, moyennes et petites industries, en particulier dans les régions rurales, grâce à des accords de sous-traitance et à l'assistance technique.

^{3/} S'il y a abondance de ressources naturelles mais pas de vastes marchés intérieurs, cela tend à réduire les avantages de la transformation puisqu'il en coûte beaucoup moins de gagner des devises étrangères en exportant les matières premières sans les traiter. (Voir par exemple Hollis B. Chenery et Lance Taylor, "Development patterns: Among countries over time", Review of Economics and Statistics, vol. L, N° 4, 1968, pp. 391-416).

^{4/} La part de l'Afrique dans la production mondiale de l'industrie manufacturière lourde (produits chimiques, industries métallurgiques de base, ouvrages en métaux, etc.) est insignifiante, dépassant à peine 0,25 p. 100. (Voir document CMI.3/INR/TP/3 (op.cit.)).

86. Il est bien évident que l'intégration industrielle généralisée à réaliser au niveau national dépend d'un grand nombre de facteurs dont les principaux sont l'ajustement de l'élasticité de l'offre et des éléments composant la demande et un flux suffisant de capitaux à investir. Il est à recommander d'essayer d'établir au niveau mondial dans l'industrie des relations verticales déterminées dans le cadre des institutions mais leur création risque de se heurter à des difficultés dans les économies que caractérisent une répartition très inégale des revenus, un secteur rural sous-développé et un système de préférence des consommateurs dicté par l'étranger. C'est pourquoi, dans un contexte plus large, il peut être plus pratique de commencer par une intégration inter-usines, en prenant pour base un ensemble de produits choisis avec soin. Cette méthode d'approche a un avantage, à savoir qu'il est possible à ce niveau de réduire l'incertitude en s'assurant des renseignements plus précis sur les changements de la demande et de l'offre, de préparer des projections plus fiables quant à celles-ci et d'isoler les facteurs qui renforcent l'efficacité des liaisons. De la sorte, on finirait par avoir une série des complexes inter-usines intégrés 5/.

87. Le concept de relations se rapporte à la création d'une possibilité d'investissement qu'une industrie rend possible pour une autre tandis que la notion d'industries intégrées a été utilisée à propos de coopération économique pour désigner des industries qui suscitent des échanges entre pays. On accordera une égale importance au type de projet ou d'industrie qui sert de lien entre deux types d'industries apparemment différents. Il s'agira par exemple de l'industrie de la construction mécanique et des machines-outils qui utilise la production des industries des métaux pour les reproduire elles-mêmes et pour produire des outils, des instruments et des biens d'investissement 6/. Ces produits sont à un système industriel ce que les semences sont à une économie agricole et c'est pourquoi ils doivent figurer dans l'ensemble visé par les programmes d'investissement industriel en vue de l'africanisation du processus d'industrialisation. A vrai dire, c'est grâce à eux qu'il est possible de faire passer les techniques dans les facteurs de production et de transformer l'épargne intérieure en équipement sans avoir à passer par le commerce extérieur pour se procurer des devises étrangères.

5/ Le défaut d'intégration systématique entre sociétés et une pénurie de matières premières et de pièces de rechange qui ne sont en général pas fabriquées dans le pays, le tout associé à des problèmes permanents de balance de paiements, entravant la croissance et la capacité de concurrence des industries manufacturières des pays en développement travaillant pour l'exportation; voir par exemple, Atsushi Marakami "Export Base and Infant Export Industries", Kobe University Economic Review, No. 12, 1965, pp. 94-96.

6/ Une étude récente de la Commission économique pour l'Europe concluait que la part de la région de l'Afrique dans la production mondiale de métaux et d'articles des industries mécaniques est restée stationnaire (0,2 p. 100) entre 1955 et 1970 et que la part des métaux et des produits des industries mécaniques dans la production industrielle totale au cours de cette période semble avoir diminué. De toutes les régions en développement, l'Afrique est celle où le rapport entre la production des industries mécaniques et les importations de produits de ces industries est le plus bas. Voir CEE : le rôle et la place des industries mécaniques et électriques dans les économies nationales et dans l'économie mondiale (ECE/ENGIN/3/Vol.I). (E.74.IIE/Min.7).

C. Main-d'oeuvre et spécialistes pour l'industrie

88. Beaucoup de pays de la région de l'Afrique connaissent une pénurie notoire de spécialistes dont ils auraient grand besoin pour la conception, le lancement et le maintien du processus de développement industriel et comme on l'a indiqué précédemment, il semble qu'ils soient de plus en plus tributaires de techniciens importés à ces fins. Si l'effet immédiat sur l'emploi peut être positif, cette pratique risque d'avoir à long terme un effet négatif car une politique d'importation de main-d'oeuvre technique ne donne pas de possibilités de valoriser et de diversifier comme il conviendrait les compétences autochtones en vue d'un développement industriel autonome, pour ne rien dire des quantités importantes de devises qui sortiront des pays concernés sous forme de revenus des facteurs à verser pour rémunérer les prestations de services de la main-d'oeuvre importée.

89. La réalisation du développement industriel autonome exige le développement conscient d'une main-d'oeuvre autochtone compétente et la préparation d'experts dans les divers domaines d'activité industrielle. Ces experts seront notamment les dirigeants, les techniciens, les spécialistes de la recherche sur les marchés, des spécialistes des marchés et de la commercialisation des produits industriels, des spécialistes de la conception dans l'industrie, des spécialistes de l'organisation industrielle et des questions de matériaux, des spécialistes de la finance et de la formulation des projets et du personnel affecté au développement.

90. Il reste nécessaire de faire appel aux experts étrangers et particulièrement aux experts d'autres régions en développement qui ont eu dans la pratique à s'occuper de problèmes semblables à ceux qui se posent en Afrique, mais ce qui est encore plus nécessaire, c'est un programme cohérent dont le but sera de développer par des moyens classiques ou non les compétences en vue de l'industrialisation. Les responsables de la détermination des politiques ont reconnu qu'il fallait refondre les structures du système éducatif pour en faire un instrument bien adapté aux besoins du développement industriel et économique en personnel africain possédant les qualifications requises aux fins du développement. Or, souvent, on n'a pas compris clairement que si cette refonte des structures du système éducatif est nécessaire, elle ne suffira pas pour susciter le développement des compétences appropriées dans la région de l'Afrique. La refonte des structures du système éducatif devrait être précédée ou accompagnée d'une refonte des programmes nationaux d'investissement, en particulier dans le secteur industriel, car si le schéma des investissements publics et privés n'est pas révisé, un système éducatif refondu n'aboutira qu'à modifier la composition de la masse en chômage. Qualitativement, le développement des compétences techniques industrielles et de la main-d'oeuvre qualifiée est déterminé par la nature de la demande nationale d'emploi, mais la qualité de la demande d'emploi de la main-d'oeuvre est déterminée par la composition du capital national (capital d'équipement et capital social) dont le secteur industriel a hérité ainsi que par la structure sectorielle actuelle et future et par la répartition des investissements. La structure antérieure et actuelle de l'investissement étranger qui est la source prépondérante de formation de capital productif dans la plupart des pays africains, reflète encore les schémas coloniaux de développement, en ce sens que les industries extractives y occupent la première place suivie par les agro-industries et, depuis peu, par des activités de remplacement des importations et le montage d'équipement

de transport réalisé avec des éléments importés. Aucune de ces activités ne contribue de façon significative au développement de compétences techniques. Quant à la composition des investissements de l'Etat et des entrepreneurs autochtones du secteur privé, elle n'a guère changé non plus et les investissements de l'Etat dans les infrastructures et les services sociaux n'ont réussi qu'à faire croître la demande de spécialistes des sciences sociales, de juristes, de médecins et d'enseignants, mais pas la demande d'ingénieurs en mécanique et en chimie, de contrôleurs des matériaux, d'experts financiers, etc..

91. Etant donné que la formation dans l'entreprise ou sur le tas est le plus important moyen de développement des compétences, on suscitera le développement de compétences souhaitables en opérant de nouveaux investissements industriels dans les secteurs de l'industrie qui engendrent une demande de main-d'oeuvre industrielle et qui encouragent l'acquisition des compétences dont ils ont besoin. Par leur nature même, l'industrie mécanique, l'industrie chimique et l'industrie du travail des métaux correspondent aux secteurs industriels les plus dynamiques dans une économie en expansion car elles fournissent des facteurs de production à l'agriculture, au secteur des transports et des communications et à la construction tout en produisant pour elles-mêmes et pour le reste de l'économie. Aucune compétence pratique ne peut être développée dans ces secteurs si les industries mécaniques, chimiques et du travail des métaux ne sont pas en expansion.

D. Adaptation et mise au point de techniques industrielles

92. Les techniques industrielles offrent le moyen de résoudre un certain nombre de problèmes liés et dont l'importance sociale est considérable dans le processus de l'industrialisation. Le faible taux de croissance de l'emploi et l'injustice de la répartition des revenus sont en partie imputables à la croissance plus rapide des industries à forte intensité de capital. De plus, les produits modernes qui ont la faveur des sociétés transnationales et l'évolution à l'étranger incitent à faire appel à des techniques importées. Les techniques et les divers types de compétences industrielles ne peuvent s'élaborer à partir de rien; ils ne peuvent s'acquérir et être utilisés que dans le cadre d'activités et d'infrastructures économiques appropriées.

93. Pour les techniques industrielles comme pour les compétences industrielles et les experts dont il a été question ci-dessus, l'efficacité de l'adaptation et de la mise au point dépend avant tout du choix des secteurs appelés à bénéficier en priorité des investissements industriels du pays. Les secteurs prioritaires sont ceux qui sont capables de susciter des techniques industrielles et de tirer parti de larges possibilités d'expérimentation, d'innovation et de diffusion.

94. Tous les secteurs industriels n'offrent pas de vastes possibilités d'innovation technologique, de remplacement des importations en général et de fabrication sur place d'éléments en vue de l'exportation. Cependant le montage de produits vendus ailleurs ne laisse pas de latitude pour l'étude des produits, la détermination des caractéristiques et la mise au point des processus de production. Les décisions sont prises par la société mère, le déroulement des opérations ne laisse guère de place à l'initiative, ni

par conséquent à l'expérimentation technologique sur place. Les secteurs prometteurs en ce qui concerne l'adaptation et la mise au point des techniques autochtones sont les mêmes que ceux qui sont en mesure de susciter et développer les compétences, à savoir les industries mécaniques, chimiques et du travail des métaux.

95. Etant donné que l'adaptation technologique et l'expérimentation s'observent principalement au niveau de l'usine, il est tout spécialement nécessaire d'assurer une relation de travail efficace entre les unités de production et les institutions qui s'occupent de création industrielle et les établissements technologiques; en effet le recours à la rétroinformation permettra alors d'amener ces institutions à participer à la recherche des solutions aux problèmes technologiques qui se posent dans les usines.

96. Pour procéder à l'adaptation et la mise au point efficace des techniques, il conviendrait de toute évidence de commencer par acquérir une meilleure connaissance de la capacité disponible dans les secteurs industriels classiques ou non, et de préparer des programmes d'utilisation accrue et de valorisation des sources existantes, ce qui permettrait de se pencher de façon suivie sur les problèmes d'innovation technique en tenant compte des compétences et des moyens et ressources autochtones. Ceci étant, le développement technologique autochtone n'est pas possible si les pays africains continuent à passer avec des investisseurs étrangers des accords de sous-traitance à propos de leurs projets d'industrialisation; une technologie autochtone ne peut se développer que si la propriété et le contrôle des entreprises des secteurs susceptibles de susciter de nouvelles techniques sont totalement entre les mains de la population autochtone, élément intrinsèque du marché social national.

97. Un facteur important du développement de la technologie industrielle est l'élaboration d'une politique technologique effective, ce qui suppose des structures institutionnelles appropriées fonctionnant de manière semi-autonome sous la direction d'agents non seulement compétents mais aussi introduits dans les instances responsables de la détermination de la politique d'ensemble. L'organisation de guildes et associations industrielles qui s'occuperaient d'activités courantes spécifiques serait sans aucun doute utile pour encourager la mise au point de techniques autochtones.

98. L'expérimentation et l'innovation technologiques dans l'industrie dépendent jusqu'à un certain point de la décentralisation des éléments directement chargés de la prise des décisions, même quand l'Etat joue un rôle important. Les dirigeants au niveau de l'entreprise ont alors assez de latitude et d'initiative en matière de prise des décisions pour procéder aux adaptations et expérimentations que requiert chaque tâche. La question qui se pose alors est celle de la micro-planification tant au niveau de l'usine qu'à celui de la communauté ou du village, planification qui faciliterait la répartition des possibilités de création, des responsabilités et des revenus et la question de la diversification tant à l'intérieur du pays qu'entre les différents groupes qui constituent la communauté, et dans ce cas il faut des politiques appropriées de normalisation et de réduction de la gamme des produits importés dans un pays pour permettre d'intégrer et d'élargir le marché.

E. Financement du développement industriel grâce aux ressources du pays

99. L'application d'une stratégie du développement industriel essentiellement fondée sur l'autonomie exige que l'on fasse largement appel à des politiques qui permettent d'obtenir facilement de l'épargne intérieure des sommes en rapport avec les objectifs du développement industriel. L'élasticité, les facilités, les motivations et la croissance varient

légèrement de l'une à l'autre des trois principales sources d'épargne, à savoir les ménages, les sociétés et les pouvoirs publics. Grosso modo, l'épargne des ménages dépend à un haut degré du niveau des revenus individuels et de l'inflation ainsi que du degré de développement des institutions financières, tandis que l'épargne des sociétés dépend largement du niveau des bénéfices dans tel ou tel secteur, des politiques de réinvestissement des sociétés et de l'usage qui est fait des provisions pour amortissement. L'épargne publique est fonction de la fiscalité directe et indirecte, de la mise en oeuvre de programmes d'épargne forcée (caisses de sécurité sociale et fonds de prévoyance) et de la façon dont l'Etat répartit les maigres ressources disponibles.

100. D'une manière générale, la modicité et la précarité de leurs ressources en monnaie nationale et en devises étrangères caractérisent les pays africains et c'est ce qui explique qu'ils aient toujours beaucoup tablé sur l'apport de capitaux étrangers à l'industrie pour combler le déficit des ressources. Comme on l'a indiqué dans les pages précédentes, les investissements privés étrangers ont été pour la plupart des pays africains la principale source d'investissement industriel de ces dix dernières années dans les activités de production directe et ce fait a commandé les utilisations faites de l'épargne des sociétés et des provisions pour amortissement. Il est très important que ces ressources soient utilisées dans le pays puisque les pouvoirs publics sont plus ou moins incapables d'accroître leur épargne à cause de l'augmentation de leurs dépenses pour les infrastructures et les services sociaux. Le niveau de l'épargne des ménages est bas également, en partie à cause de la modicité relative des revenus individuels, de l'inflation et des modes de consommation importés des pays avancés que les groupes ont tendance à imiter au niveau local. Les ménages particuliers de la région africaine et spécialement ceux des zones rurales, pratiquent l'épargne sous forme d'investissement dans l'amélioration de leurs exploitations agricoles et d'acquisition de biens de caractère non industriel. Considérant ce qui précède, il sera clair que l'épargne des sociétés joue un rôle crucial dans la mobilisation des capitaux aux fins du développement industriel. Il est maintenant clair que les capitaux des sociétés ont tendance à s'investir dans les secteurs qui procurent à court terme le maximum de recettes privées (souvent parce qu'ils sont largement protégés) et que rares sont les occasions où ils suscitent un processus d'industrialisation susceptible de se poursuivre avec des moyens nationaux. La concentration des ressources dans les investissements à court terme qui ont généralement la préférence des investisseurs étrangers, tend à faire monter les prix intérieurs des articles industriels parce que les coûts doivent être amortis en peu de temps. Les investissements étrangers à court terme dans des secteurs fortement protégés servent également à redistribuer les revenus au détriment des ruraux organisés qui sont pauvres et à l'avantage des travailleurs urbains organisés. Il faut donc que ce soit la communauté elle-même qui finance les investissements dans les secteurs où l'industrialisation est dynamique et peut se poursuivre avec les moyens nationaux car elle est la seule à pouvoir se permettre de sacrifier une partie de ses bénéfices monétaires contre les avantages sociaux qu'impliquent les objectifs industriels nationaux. L'intérêt pour les banques d'un projet industriel variera donc suivant qu'il doit être financé par la communauté ou par des investisseurs étrangers et suivant son caractère qualitatif et le secteur où son exécution est prévue. Le financement de l'industrie en vue du développement industriel intégré devra de plus en plus être assuré au moyen de ressources financières du pays et il faudra inévitablement prélever celles-ci sur l'épargne des sociétés et les provisions pour amortissement.

101. L'utilisation de l'épargne des sociétés industrielles et des provisions pour amortissement nécessite de plus en plus une participation directe de l'Etat à la production industrielle, soit sous la forme d'entreprises dont il sera seul propriétaire, soit sous celle d'opérations conjointes à proprement parler et ce, principalement dans les secteurs cruciaux pour l'application des politiques industrielles dont il a été question plus haut. Il faudra aussi que l'Etat apporte une participation directe accrue dans les secteurs vulnérables comme par exemple ceux des assurances, de la banque, de la distribution, des transports, des communications et du tourisme et qu'il s'associe davantage au développement des services autochtones de consultation, afin de garantir le recyclage dans le pays des ressources nationales en vue du développement des secteurs prioritaires. Quand ces secteurs vulnérables sont contrôlés par des capitaux étrangers ou privés autochtones, il en résulte en général des exportations anormalement élevées de ressources vers le reste du monde sous forme de bénéfices, d'importations en vue d'une consommation de prestige et d'investissements dans des domaines relevant de la spéculation, par exemple dans l'immobilier et les terrains. Des économies supplémentaires seraient possibles si l'on mettait sur pied des institutions efficaces pour négocier l'achat et l'utilisation des techniques industrielles. Les liaisons industrielles et l'intégration dans lesquelles il est proposé de voir un aspect important du développement industriel permettent d'établir un lien entre l'utilisation et la mobilisation de l'épargne, surtout dans les pays pauvres où l'épar ne peut réagir très positivement à des possibilités accrues d'investissement. En occurrence, l'augmentation des investissements sera éventuellement suivie d'une augmentation de l'épargne des sociétés, surtout là où l'intégration du secteur industriel ouvre de nouveaux débouchés aux investissements, à condition cela va dans dire, que ladite épargne soit réinvestie dans le pays.

102. L'application de la politique d'industrialisation et du programme esquissés ci-dessus nécessiterait une forte stratégie secondaire d'appui pour assurer la rentrée régulière des devises étrangères qui serviraient à financer les importations supplémentaires requises. Ces stratégies d'appui exigeraient l'expansion des exportations traditionnelles ou non de matières premières transformées et non transformées, de produits des agro-industries et des industries qui s'y rattachent, et d'articles manufacturés tels que textiles, chaussures, articles en cuir et pétrole raffiné vers les pays pétroliers. En d'autres termes, la mise en oeuvre d'un programme d'industrialisation pleinement intégré et allant dans le sens d'une autonomie croissante, ne réussira que s'il est épaulé par de vigoureux programmes de promotion des exportations. C'est dans ce contexte que le programme intégré touchant les produits de base approuvé par la CNUCED prend une importance toute particulière pour la majorité des pays africains car les recettes à attendre des exportations d'articles manufacturés traditionnels ne seront vraisemblablement pas considérables. Pour atténuer autant que possible les problèmes inévitablement liés à une concentration des efforts sur les exportations vers les pays développés, il faudra que la campagne d'exportation porte aussi sur les échanges avec les autres pays en développement et sur les échanges régionaux et sous-régionaux. Une intégration interne faciliterait ce genre d'échanges et la détermination de leur composition.

103. Pour mettre en oeuvre les projets industriels stratégiques prioritaires dont le financement nécessite beaucoup de capitaux et pour compléter les ressources disponibles aux niveaux nationaux, il sera peut-être nécessaire que la région africaine crée des banques multinationales d'investissement dans les mines et l'industrie qui seraient chargées de s'occuper de l'organisation des opérations globales de financement que les institutions financières nationales ne pourraient assumer en raison de leur ampleur.

F. Participation de la population autochtone au développement industriel

104. L'application de la stratégie du développement industriel préconisée dans les pages précédentes implique une participation intensive de la population autochtone. Il convient que cette participation soit en l'occurrence plus intensive que celle qui résulte de mesures dont l'objet est l'intéressement équitable aux sociétés mais qui ne sont pas assorties d'un contrôle efficace. La participation envisagée ici porte sur la conception, la planification, l'élaboration, la direction et le financement des projets industriels au niveau du village, du district, de la province et du pays aussi bien qu'aux niveaux sous-régional et régional. Au niveau national, elle implique également l'association intensive de toutes les couches de la société aux divers aspects de l'industrialisation et spécialement à l'étude théorique, à la planification et au fonctionnement de complexes industriels et connexes, de petites industries et des services connexes d'appui dans les régions rurales.

105. Un développement du genre envisagé ci-dessus met l'accent sur une autonomie croissante et il risque apparemment d'aboutir à l'autarcie et de conduire à tirer un parti insuffisant de la spécialisation internationale et des échanges organisés pour tenir compte de la compétitivité liée à tels ou tels avantages. Or, quelques avantages que puissent procurer la division internationale du travail et la spécialisation, surtout s'il s'agit des processus et activités qui sont les plus propices à l'acquisition des connaissances en cours d'emploi, il faut mettre en regard de ces avantages la perte éventuelle d'avantages moins quantifiables mais peut-être beaucoup plus essentiels pour les pays africains et qui résultent d'une participation générale de leurs populations à la conception, la formulation, l'étude, la fabrication et la répartition de nouveaux types d'équipements 7/.

106. Une véritable révolution industrielle au sein des pays africains commencera effectivement quand la grande majorité de la population aura adopté de nouvelles façons de travailler et aura acquis ce qu'on a appelé le "sens de la mécanique", c'est-à-dire des usages auxquels se prêtent machines et procédés, des interrelations entre les machines, des matériaux de l'industrie, de la main-d'oeuvre industrielle et de l'information 8/. La notion de participation aux processus industriels est beaucoup plus vaste que celle d'emploi qui ne reflète parfois qu'une relation très passive et étroite avec le processus d'industrialisation, axée qu'elle est sur l'accomplissement d'un nombre d'activités industrielles qui apparaît limité en regard du nombre total d'activités que requièrent la conception, la formulation, l'instauration et la direction d'une activité industrielle. Des efforts pour amener l'Etat à se faire davantage le champion de cette participation pourront s'imposer quand il sera nécessaire d'influer sur les politiques de l'emploi des entreprises industrielles qui déterminent le degré d'acquisition sur le tas de connaissances par la population autochtone au niveau de l'entreprise.

7/ Thomas G. Rawski, "Problems of technological absorption in Chinese Industry", American Economic Review, vol. LXV, No. 2, mai 1975, pp. 383-388.

8/ R. Solo, "The Capacity to Assimilate an Advanced Technology", American Economic Review, vol. LVI, No. 1, 1966.

107. Le développement, et le développement industriel en particulier, implique un conflit apparent entre les objectifs privés et les objectifs sociaux ainsi qu'entre les objectifs à court et à long termes lors de l'application de la stratégie du développement. Ces conflits ne peuvent trouver de solution équitable que si les principaux agents de production concernés par la mise en oeuvre de la stratégie sont des éléments de la population autochtone dont les intérêts embrassent les exigences de la production à la fois à court et à long termes. Une participation généralisée de la population autochtone impliquerait également que l'on prenne pour point de départ de l'application de la stratégie, la technologie, les compétences et les unités de production si petites soient-elles qui existent sur place et correspondent au gros des compétences disponibles. Il s'agit donc de susciter l'occasion d'améliorer les stimulants offerts à ceux qui ont des aptitudes industrielles sous forme de programmes de formation de type non classique et sous forme de méthodes modernes de multiplication des compétences grâce à l'emploi de la télévision et d'autres médias. Etant donné que l'on demande une mobilisation totale et délibérée et l'autonomie, lesquelles dépendent d'une participation vigoureuse et riche d'inspiration de tous les secteurs de la population, il faut rechercher en permanence les formes les plus efficaces de participation à l'industrialisation et spécialement de participation de la population rurale.

G. Expansion du marché intérieur et développement industriel

108. Il y a certainement en Afrique une relation entre la dépendance excessive d'entreprises étrangères et le manque de recherches sur l'innovation concernant les produits qui conviendraient au marché et à l'environnement nationaux. Une société internationale choisit de centraliser les activités de recherche dans son propre pays parce qu'elle tient à maintenir son contrôle sur toute production ou connaissance résultant de ces activités; en effet, le monopole exercé sur les produits nouveaux est la plus importante source de bénéfices. Les projets axés sur les exportations et les investissements relatifs au remplacement des importations diffèrent des investissements en vue de l'utilisation interne des ressources en ce que dans le cas de ces derniers les structures locales ou les matériaux locaux et les salaires et traitements sont dictés par la nécessité de développer le marché plus largement que lorsqu'il s'agit de remplacer les importations et de faire subir une transformation primaire à des investissements orientés vers l'exportation. La nécessité d'une industrialisation dépendant principalement des marchés national, sous-régional et régional est en harmonie avec l'autonomie nationale et collective.

109. La priorité doit être donnée aux secteurs industriels qui produisent des biens pour lesquels il y a dans le pays et à l'étranger une demande dynamique, surtout à moyen et à long termes, et qui sont exposés à rencontrer un minimum de pratiques commerciales restrictives aux niveaux régional et sous-régional. Directement ou indirectement, la production des secteurs industriels prioritaires devrait contribuer à l'amélioration du niveau de vie des masses rurales en satisfaisant leurs besoins fondamentaux et en fournissant des facteurs de production bon marché pour la production aux bases rurales.

110. Les investissements industriels prioritaires devraient aller aux industries capables de produire les marchandises spécialement nécessaires aux secteurs ruraux pour couvrir leurs besoins essentiels privés et collectifs, par exemple les besoins d'une nourriture assez abondante et nourrissante, d'un approvisionnement régulier en eau, d'installations électriques, de

transports bon marché, de moyens médicaux et sanitaires, de vêtements, et aux industries dont le but est d'accroître la diversité des facteurs de production et par là même de renforcer la capacité de production. Cela peut se faire s'il y a augmentation de la demande effective d'une gamme de produits plus étendue que celle que représentent les exportations agricoles traditionnelles. La production des cultures traditionnelles en vue de l'exportation comporte des limitations intrinsèques (système des contingents et conditions climatiques) du point de vue utilisations des ressources du pays. Il faut que l'expansion effective de la demande rurale dépende davantage des cultures vivrières destinées au marché intérieur et d'une spécialisation interne plus poussée et du commerce afin d'établir une relation entre la demande d'investissements à caractère social et la production de biens et services.

111. La structure et la répartition des activités économiques que l'on pouvait noter ces dernières années dans diverses régions des pays d'Afrique et aussi la concentration injustifiée des efforts sur la production de récoltes destinées à l'exportation, sont cause de l'existence dans ces pays de vastes zones qui n'ont pas été insérées de manière satisfaisante dans l'économie "moderne" aux activités productives rémunératrices. La dimension des marchés intérieurs des produits industriels s'en est trouvée fortement affectée. En outre, il est fréquent que le marché intérieur de tels ou tels produits industriels soit encore amenuisé par le morcellement qui résulte de l'importation d'une multitude de marques plus ou moins équivalentes du point de vue fonctionnel. Des stratégies efficaces en vue de la production de facteurs matériels de production et de biens de consommation durables doivent donc tendre à réduire le nombre des marques importées et à normaliser l'offre pour permettre d'élargir le marché national.

112. La mise en commun des marchés sous-régionaux par le moyen d'une coopération économique régionale et sous-régionale est indispensable si l'on veut élargir le marché pour accroître les débouchés des produits industriels sur le plan national.

II. PRINCIPES DIRECTEURS RELATIFS A L'APPLICATION DE LA STRATEGIE AUX NIVEAUX NATIONAL ET REGIONAL

A. Utilisation des ressources naturelles

113. Les pays africains possèdent des quantités abondantes de diverses matières premières utilisables par l'industrie. Ce sont notamment, le fer, le charbon, le pétrole, le cuivre, l'étain, l'aluminium, le manganèse et les phosphates. Pendant longtemps, ces ressources ont été exportées pour alimenter le processus d'industrialisation des pays développés mais on a pris conscience du gaspillage dont les ressources non renouvelables ont fait l'objet ces dernières décennies au niveau international.

114. Certains signes révèlent que si les ressources non renouvelables d'Afrique sont en voie d'épuisement, l'équilibre écologique est lui-même compromis par la détérioration de la couverture végétale et les progrès de la désertification. L'Afrique doit donc mener une course contre la montre pour faire admettre la nécessité d'une utilisation plus rationnelle de ses ressources si l'on ne veut pas voir s'évanouir tout espoir d'arriver à un développement autonome. Il faudrait que ses divers pays renforcent leur capacité de prendre eux-mêmes les décisions concernant l'utilisation de ses ressources. Cela suppose préalablement que l'on encourage les spécialistes autochtones qui peuvent travailler aux innovations technologiques dans l'industrie pour assurer l'utilisation sur place des ressources nationales. Ces innovations pourront par exemple porter sur les créations industrielles, les produits et les procédés susceptibles d'entraîner des transformations importantes des structures du développement industriel des pays africains. De ce point de vue, l'intégration des enclaves minières dans le reste de l'économie a une importance toute spéciale. L'innovation devrait englober la mise au point de procédés de recyclage dont l'objet serait la réutilisation de matériaux qui sont actuellement mis au rebut.

115. Le degré auquel les industries mécaniques témoignent de leur capacité d'expansion continue de la production grâce à l'acquisition d'aptitudes supplémentaires et la mise au point de nouvelles techniques, de nouvelles créations et de nouvelles adaptations donne la mesure de la capacité du pays à assurer le maintien du processus technologique permanent qui caractérise l'industrialisation moderne de tout pays, quel qu'il soit. Faute de posséder cette capacité, un pays pourra bien jouir d'un revenu élevé par habitant, tiré par exemple de l'exploitation de ressources naturelles qui rapportent des devises étrangères, il n'en demeurera pas moins un "riche pays arriéré" dont la prospérité est liée à la stabilité de la structure existante du commerce international.

116. Les gouvernements ne doivent donc pas se contenter de chercher à accroître les contributions nettes à leurs recettes publiques et leurs réserves de devises, ils devaient aussi tenir compte des possibilités d'accroissement du nombre d'emplois, de l'accroissement des achats locaux, de l'augmentation des liaisons en amont, en aval et latérales; de l'augmentation de l'accès à la technologie et du développement des aptitudes 9/. Ce qu'il faut principalement souligner ici, c'est que du point de vue de l'autonomie et de l'intégration, les avantages réels de l'utilisation des ressources sont tout aussi importants (et peut-être plus, dans certains cas) que des avantages financiers accrus sous forme d'une augmentation des recettes publiques et des réserves de devises. Cela n'a guère de sens de gagner des devises si les effets à long terme de leur acquisition sur l'emploi, les aptitudes, la technologie, les liaisons dans le pays, la diversification et la qualité sont négatifs.

9/ Voir E/CN.14/ECO/90/Rev.3, (op. cit.), p. 35.

B. Transports et communications

117. Le fait est que le développement des transports et des communications en Afrique laisse encore à désirer des points de vue rapidité et efficacité de la distribution des marchandises et des services, et notamment des facteurs de production. L'insuffisance des moyens de transport et de communication est apparue comme un obstacle de premier ordre au développement du commerce et des contacts intra-africains. Non seulement les gouvernements doivent améliorer le système des transports intérieurs, mais ils sont parfois obligés de s'occuper des transports maritimes. Les exportations des pays africains doivent généralement passer par des compagnies de navigation sous contrôle étranger et l'irrégularité des services peut désorganiser les opérations industrielles et les exportations de ces pays. Des consultations devront être engagées à un niveau gouvernemental en vue de la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux sur les transports maritimes pour obtenir certaines facilités et des services réguliers à des taux de fret qui n'alourdissent pas indûment les prix des exportations et des importations.

118. Le matériel de transport représente une forte proportion des produits de l'industrie mécanique importés par les pays en développement. L'implantation d'une fabrique de matériel de transport est généralement précédée par la création d'ateliers de réparation et d'entretien et d'entreprises qui produisent des pièces de rechange. Ces ateliers et usines présentent l'avantage supplémentaire d'offrir une formation correspondant aux spécialisations requises. Rien n'interdit d'ailleurs de mener de front les deux types d'activités quand on dispose de la capacité nécessaire.

119. Il convient d'encourager la fabrication de matériel de transport et de télécommunication en tenant compte des besoins de l'économie nationale et du développement des autres services indispensables pour assurer une bonne utilisation de ces matériels. Peut-être les gouvernements jugeront-ils nécessaire d'encourager une coopération et une collaboration dans le cadre de la région et à l'extérieur de celle-ci pour faciliter la détermination des produits à considérer comme prioritaires.

C. Agriculture

120. Dans la plupart des pays africains, c'est encore l'agriculture qui fournit la plus forte contribution au produit national brut. Il est bien connu que l'agriculture a besoin du soutien de l'industrie, particulièrement en ce qui concerne les engrais, le matériel et l'outillage agricoles, les cultivateurs, les pulvérisateurs, les batteuses, les moissonneuses, les herbes, les moteurs et pompes et autres matériels d'irrigation. Le besoin de recherche et de développement dans ce secteur porté par exemple sur des prototypes peu coûteux, des machines agricoles et des engrais adaptés aux besoins spécifiques qui sont fonction du sol, du climat, des cultures et des disponibilités en main-d'œuvre.

D. Développement rural intégré

121. Pour traiter comme il convient les problèmes de productivité qui se posent aux secteurs ruraux des pays africains, les politiques de développement rural doivent les envisager dans une optique économique intégrée et apporter aux structures toutes les modifications sociales, politiques et institutionnelles dont le besoin se fera sentir. Le développement rural intégré suppose toute une série de programmes et d'actions visant à accroître à la fois le rendement et l'emploi dans l'agriculture et aussi le rendement et l'emploi dans les agro-industries et dans d'autres activités qui les renforcent et qu'elles renforcent. Dans la pratique, il s'agit d'associer et de mener de front cet ensemble de mesures et l'amélioration des compétences techniques, de l'infrastructure rurale, des activités d'entreposage, de transport, de distribution et des activités de promotion de la commercialisation. En outre, il faudra peut-être que les agriculteurs aient accès au crédit et à

l'information technique, notamment à l'information sur les divers sous-produits qui augmentent la valeur ajoutée. Ce qui nécessitera, le cas échéant, un approfondissement des liaisons avec les ressources locales et peut-être l'importation de facteurs de production complémentaires en provenance d'autres pays; dans ce cas, divers types de coopération multinationale seront eux-mêmes nécessaires.

122. Il faut que la politique suivie dépasse l'idée courante de l'interdépendance de l'industrie et de l'agriculture, qui trouve son expression dans le courant des marchandises entre les deux secteurs, et elle devra éventuellement s'étendre au soutien industriel de l'agriculture (engrais et machines par exemple) et à la transformation par l'industrie des matières premières agricoles (transformation de denrées alimentaires et autres). Souvent, on prétend avoir pris des mesures en ce sens mais les efforts tendent fréquemment à privilégier les cultures de rapport alors que la situation alimentaire de base ne cesse de se détériorer dans les zones rurales malgré une impression générale de développement socio-économique en surface. Ces faits peuvent en partie s'expliquer par la transformation concomitante de la structure de la demande dynamique qui tend maintenant à plus favoriser les cultures autres que vivrières et les cultures de rapport que les cultures vivrières de base. L'extension de la méthode d'approche intégrée au sous-secteur des denrées alimentaires de base exige une politique originale qui mette l'accent sur le développement des petites industries de transformation, les compétences requises pour les faire fonctionner, les services d'entretien et de réparation qui les desservent, l'utilisation des sous-produits, l'assistance à la recherche et à la promotion de la commercialisation, les politiques à suivre au niveau national en matière de nutrition et les formes d'organisation et autres formes d'infrastructure spécialement conçues en vue de la transformation du sous-secteur des denrées alimentaires de base.

E. Information et recherche

123. L'exploitation des inventions locales dans les entreprises et dans les instituts de recherche technique peut contribuer de manière décisive à renforcer l'autonomie de la région du point de vue technologie industrielle. L'effort de recherche actuellement mené en Afrique est relativement faible en comparaison de celui d'autres régions et il ne débouche pas non plus sur de véritables innovations qui répondraient aux problèmes les plus brûlants des économies africaines.

124. Une des raisons pour lesquelles le niveau d'innovation est bas est que l'on néglige les secteurs qui sont par définition générateurs de technologie dans le cadre du processus d'industrialisation, par exemple les secteurs de fabrication d'équipement industriel, et ceux des produits pétro-chimiques et des applications de l'électronique. Une autre raison est que nulle part dans la région on ne cherche de façon suivie à encourager les ingénieurs spécialisés à s'intéresser aux procédés industriels et aux usines. Cette remarque vaut aussi bien pour les ingénieurs-conseils que pour le personnel des bureaux d'études des sociétés de développement, des entreprises et des services publics.

125. Il faudra réorienter les moyens de recherche existants qui, dans la plupart des pays en développement d'Afrique, sont aujourd'hui axés sur les problèmes agro-biologiques des produits agricoles d'exportation. Il conviendrait de donner plus d'importance à la recherche sur les cultures vivrières et sur les techniques industrielles (y compris celles qui interviennent dans la transformation des produits agricoles) ^{11/}. Il faudra prendre des mesures pour perfectionner les spécialistes appelés à effectuer ce genre de recherches, tout en accordant une attention spéciale aux connaissances scientifiques et techniques concernant les matières premières, à la conception des techniques et à la technologie de l'énergie. Les gouvernements devront aussi stimuler l'innovation technique et sa diffusion.

^{11/} Voir E/CN.14/ECO/90/Rev.3, (op. cit.), p. 41.

126. Le fait que les instituts de recherche technique ont de la difficulté à établir des relations de travail régulières avec l'industrie est un des obstacles majeurs qui entravent la recherche, le développement et l'innovation en Afrique. Ces relations ont une importance vitale du point de vue exécution de la tâche pour laquelle ces instituts ont été créés au départ, à savoir fournir les renseignements grâce auxquels le processus d'industrialisation pourra être conduit d'une façon qui correspondra mieux aux objectifs des plans de développement économique et social. Les pays africains devront aussi s'habituer à échanger entre eux et non pas avec les pays avancés les connaissances industrielles qu'ils possèdent.

127. Les systèmes économiques et sociaux africains fonctionneront plus efficacement s'il est possible d'assurer une meilleure transmission des informations aux centres responsables de la prise des décisions. Il faudrait que les gouvernements créent les mécanismes appropriés en vue de la production, du stockage, de la diffusion et de l'utilisation de la masse disponible d'informations. Un traitement efficace de l'ensemble de l'information disponible permet de réaliser des économies lorsqu'on a besoin de se renseigner, de communiquer et de prendre des décisions, activités largement complémentaires mais pas toujours dans la même mesure. Comme la politique nationale de l'information fait surgir un problème d'allocation des ressources, il faut chercher à créer des institutions qui facilitent l'utilisation pertinente des informations par les particuliers, les bureaux et leur échange entre pays africains. De la sorte, on pourra constituer petit à petit un stock d'informations sur l'équipement industriel, les procédés, les produits, l'agencement des usines, la cotation des prix, la technologie, les marchés, les sous-produits, etc..

F. Coopération régionale et sous-régionale

128. Les efforts de coopération économique en Afrique ont été orientés essentiellement vers la facilitation des échanges. Or il s'agit là d'une conception inspirée de modèles empruntés aux pays avancés où l'on peut sans difficulté trouver sur place des chefs d'entreprise compétents, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, de la main-d'oeuvre qualifiée, où l'on sait où s'adresser pour s'approvisionner en matières premières, où la gamme des techniques offertes est étendue, où il y a des procédés de fabrication et des marchés pour les produits, des liaisons inter-industries, où l'on peut se procurer des facteurs de production produits sur place, où la gamme des productions est vaste (les sous-produits sont eux-mêmes utilisés) et où les marchés intérieurs sont développés. En revanche, dans les pays africains en développement, les activités économiques et la production relèvent de l'économie de subsistance et la demande effective est restreinte et fragmentaire.

129. Dans l'Afrique en développement, la coopération devrait tendre et consister à créer et utiliser une nouvelle capacité productive, particulièrement en vue de la production de biens et de services appelés à servir eux-mêmes de facteurs de production pour d'autres industries ou destinés aux consommateurs. Ceci vaut en particulier pour les industries de base comme celles du travail des métaux, de la mécanique, des produits chimiques, de l'agriculture, des matériaux de construction et de l'énergie électrique.

130. L'industrie mécanique, tout spécialement, offre des possibilités de coopération et ce, même entre pays en développement. C'est qu'une forte proportion des pièces, éléments et accessoires utilisés dans l'industrie mécanique sont semblables ou sont fabriqués suivant des procédés identiques ou similaires alors que les besoins d'une seule usine sont souvent inférieurs au volume de production qui correspond à la rentabilité optimale pour une technologie avancée. On ne prétend pas qu'il faille développer isolément les industries mécaniques mais il faut reconnaître que l'activité mécanique est

une activité créatrice qui agit comme un catalyseur quels que soient le niveau et le type d'industrialisation qui peuvent être envisagés. La pratique consistant à concentrer la production mécanique dans des usines bien équipées et qui desservent un grand nombre d'autres usines pourrait être adoptée pour les fonderies et les forges. La souplesse qui caractérise la mécanisation dans ces industries permet de répondre à la demande de certains facteurs de production émanant de diverses industries. Ainsi donc l'importance des échanges entre pays participants ne dépend pas simplement du volume absolu ni de la valeur des échanges mais aussi de la composition de ces derniers.

131. Pour faire échec aux forces des transnationales étrangères, il faut tabler sur le principe de la coproduction, lequel revêtira la forme de sociétés multinationales africaines dont les Etats seront propriétaires et qui auront les compétences requises pour organiser la production industrielle à grande échelle, pour mener des négociations au sujet des matières premières, des techniques et de l'équipement, pour mettre sur pied des programmes de formation à grande échelle, pour promouvoir et soutenir les sociétés sous-traitantes, pour organiser des services collectifs de consultation et de recherche et pour encourager les innovations. Les structures institutionnelles nécessaires à cette fin devront être réétudiées aux niveaux de la micro et de la macro-économie.

132. Les raisons d'ordre économique qui militent en faveur de la coopération doivent être largement perçues et proclamées au niveau national. C'est dans la solution des problèmes nationaux qu'il faut chercher les principaux avantages de la coopération économique. Il est clair qu'il faudra programmer avec rigueur les transformations de la production nationale et la production prévue des industries multinationales, et on recourra de préférence pour cela à des contrats d'achat à long terme. Cependant les institutions dont le rôle est d'encourager la coopération régionale au sein du secteur des industries mécaniques remplissent certaines fonctions qui ne peuvent être couvertes de façon satisfaisante par une planification théorique. Il s'agit notamment du financement de exportations intra-régionales de biens d'équipement, des échanges d'informations au niveau régional et de la coordination des programmes de production des divers pays intéressés, et ce sont là des fonctions à assumer de manière régulière.

III. PRINCIPES DIRECTEURS POUR L'APPLICATION DE LA STRATEGIE: INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET COOPERATION INTERNATIONALE DANS L'INDUSTRIE

A. Problèmes généraux résultant de la dépendance de l'étranger pour les investissements

133. Nombre de dettes étrangères contractées par les pays africains pour financer des projets spécifiques représentent en fait des montants très supérieurs aux sommes effectivement reçues. Dans certains cas, les intérêts dus qui se sont accumulés représentent un tel montant que la dette totale ne pourra plus être remboursée. La dépendance des pays non africains pour l'obtention de capitaux s'étend aux types d'investissements étrangers qui n'ouvrent pas de possibilités d'autonomie sur le plan national. Il y a un coût monétaire sous forme de dividendes, qui est lié à ce genre d'investissement mais les principaux coûts sont associés à la formation de capital effectuée sur la base de ressources nationales et ils passent à l'étranger sous forme de bénéfices. Beaucoup de contrats d'investissement entraînent aussi des règlements directs ou indirects pour les services de consultants importés, le personnel technique, les techniques, les services, etc..

134. Parmi les nombreux effets adverses que les investissements privés directs ont du point de vue extérieur et qui sont souvent évoqués, on peut signaler les suivants : la création d'une enclave étrangère dans le pays hôte; l'étranglement des marchés d'exportation ou au contraire la promotion excessive de ces derniers; le fait de ne pas développer de façon satisfaisante la recherche dans le pays et de ne pas adapter plus efficacement les techniques importées aux conditions locales; l'insuffisance de l'effort de formation et de perfectionnement des cadres techniques et de direction; le fait de ne pas participer plus activement au développement communautaire ou au contraire de participer trop activement aux affaires locales; la pratique de prix artificiels pour masquer les transferts au sein des sociétés; le fait de ne pas coordonner les investissements et les politiques de production avec les priorités fixées dans les plans d'un pays et le fait de ne pas acheter plus sur place, les effets néfastes que cela a sur la préparation de chefs d'entreprise autochtones, l'élaboration de techniques et la formation de dirigeants qualifiés et, surtout, la probabilité d'une perte de contrôle du secteur privé de l'économie 12/.

B. Mesures classiques de promotion des investissements privés étrangers

135. Les sociétés privées sous contrôle étranger préfèrent les investissements axés sur les exportations, principalement pour protéger ou améliorer leur position concurrentielle dans leur pays ou sur le marché international. Le marché du pays hôte est souvent d'importance faible ou nulle. Les investissements axés sur les exportations tendent à être rémunérateurs, même à court terme et ils sont très mobiles, de sorte que si les conditions deviennent moins favorables, la société peut très aisément déménager ses investissements, et elle le fait. D'autre part, les investisseurs répugnent généralement à prendre le risque de s'en remettre complètement au pays hôte pour la production de toute une série de produits. Si les pays africains n'ont pas réussi à s'assurer leur part des avantages durables des investissements étrangers, c'est surtout à cause de la pratique qui consiste à offrir aux sociétés étrangères des situations favorables vis-à-vis de la concurrence en les assortissant de conditions et de règles libérales.

^{12/} Voir G.L. Reuber, Private Foreign Investment in Development (Clarendon Press, Oxford, 1973), p. 20.

136. Ce que nous avons cherché à montrer tout au long de ce qui précède c'est que le problème de la dépendance des capitaux étrangers en Afrique est imputable à la croyance généralisée en la nécessité de rassembler le maximum de devises étrangères et les efforts en ce sens ont été si exclusifs que rien d'important n'a été fait pour mettre en lumière les possibilités nationales les points de vue facteurs de production, compétences et aptitudes techniques. Il s'ensuit que les pays africains sont maintenant dans une situation difficile et que pour avoir accès aux techniques industrielles modernes, etc. ils doivent s'associer au capital étranger et/ou faire appel à l'entreprise étrangère et aux échanges.

137. Le simple fait que l'entrée d'investissements étrangers puisse se traduire par des disponibilités immédiates en devises, et donc atténuer les difficultés de balance des paiements, ne signifie pas par lui-même que les investissements sont ou ne sont pas souhaitables car les transferts ultérieurs du pays hôte au pays investisseur sous forme de dividendes, d'intérêts et de versements du principal et aussi de versements indirects pour des services, des techniques et d'autres facteurs de production peuvent, on le conçoit, entraîner des effets adverses sur les termes de l'échange sans que cela soit forcément reconnu. En outre, les investissements étrangers risquent de faire fuir les chefs d'entreprise locaux et de les inciter à moins dépenser pour les investissements qu'ils ne l'auraient fait dans d'autres circonstances. Ajoutons que l'utilisation d'investissements étrangers à la place de ressources qui pouvaient être trouvées sur place laisse supposer une relation négative avec les éléments disponibles sur place.

C. Types d'investissements ayant la croissance nationale pour objet

138. La stratégie industrielle relative aux investissements étrangers exigera des pays hôtes qu'ils s'assurent des positions de force pour négocier individuellement ou ensemble avec les investisseurs, afin de se faire une place sur leurs marchés intérieurs. Au niveau national, il s'agira d'encourager les investissements en vue du développement du marché parallèlement aux investissements dont le gouvernement prendra l'initiative. Les investissements en faveur du développement du marché s'inspirent habituellement de considérations à long terme et impliquent un engagement à long terme vis-à-vis du pays hôte. A court et à moyen termes, il est fréquent que ce genre d'investissement ne soit pas rentable. L'investissement est effectué pour tenir compte de l'efficacité générale des politiques des pays hôtes, de l'importance du marché local, des perspectives qu'il offre à long terme, etc.. Au fur et à mesure que l'économie prend de l'importance, il devient possible non seulement de réduire les concessions faites initialement aux investisseurs étrangers mais aussi d'insister pour que les nouveaux investisseurs eux-mêmes accordent certaines concessions sur des points tels que la propriété dans le pays hôte, l'utilisation des facteurs de production locaux dans les produits et les réinvestissements.

139. Les investissements effectués à l'initiative des gouvernement créent inévitablement un degré élevé d'interdépendance entre l'investisseur et les autorités du pays hôte. Avec eux, on a tendance à mettre davantage l'accent sur des opérations conjointes où la participation étrangère reste minoritaire et sur d'autres conditions dont sont assortis les investissements directs privés. Les avantages liés à ce type d'investissement devraient tendre à une certaine spécificité, c'est-à-dire se rapporter à tels ou tels projets ou industries et non pas aux projets ou industries en général. Les coûts réels élevés du point de vue ressources qui caractérisent initialement ces investissements pourraient trouver une justification dans le fait qu'ils s'accompagnent de divers avantages extérieurs non quantifiables et intangibles, par exemple l'amélioration professionnelle de cadres et de techniciens autochtones, l'amélioration des techniques et toute une série de retombées bénéfiques pour les autres industries du pays. L'investissement devrait aussi constituer une étape d'un plan à longue échéance dont le but serait le développement d'un secteur industriel de base pleinement intégré dans des domaines comme ceux des produits chimiques,

des métaux, de la mécanique, des matériaux de construction et de l'agriculture. Ces investissements pourraient aussi avoir pour objet d'intensifier le développement des zones critiques et par la même occasion d'équilibrer le développement régional ou d'atténuer l'engorgement industriel.

140. Le critère qui s'applique aux investissements opérés à l'initiative des gouvernements est que les projets doivent naître d'une initiative des autorités du pays hôte qui fait une offre explicite à l'investisseur. Il ne s'agit pas simplement pour le gouvernement du pays hôte d'attirer l'attention des investisseurs sur les possibilités du marché. Ce type d'investissement est en premier lieu une réaction aux subventions d'un genre ou d'un autre offertes par le gouvernement. Les investissements relatifs au développement du marché englobent sans aucun doute des projets qui sont jusqu'à un certain point dépendants de subventions du pays hôte et il est certain qu'ils sont aussi pour partie le résultat de mesures d'encouragement du gouvernement.

D. Coopération avec les pays développés

141. L'intérêt commun des pays développés et des pays africains serait de coopérer pour améliorer la qualité des informations sur les sociétés transnationales et pour rendre ces informations plus accessibles. Par exemple, les accords fiscaux bilatéraux pourraient servir à faciliter un échange de renseignements sur la fixation des prix en vue de la réalisation de transferts, la répartition des charges et d'autres sujets semblables.

a) Accords inter-entreprises et redéploiement des industries

142. Les gouvernements peuvent envisager des mesures plus directes pour encourager la tendance à la coopération. Une solution consistera par exemple pour un pays industrialisé et un pays africain à passer des accords de coopération technique, scientifique et industrielle. Des dispositions de ce genre prises dans des domaines industriels bien choisis pourraient être avantageuses pour un autre pays en développement n'appartenant pas à la Région où elles pourraient servir à couvrir des sous-secteurs particuliers dans lesquels les deux parties aux accords recherchent une spécialisation de la production. Les parties contractantes pourraient convenir d'un cadre à l'intérieur duquel des accords détaillés inter-entreprises pourraient être conclus. Les accords internationaux de sous-traitance représentent un type important d'accord inter-entreprises concernant deux partenaires. On pourrait aussi encourager les accords de licence.

143. Le redéploiement de l'industrie dans le contexte des accords inter-entreprises devrait consister non seulement en transferts de production, mais aussi en transferts de techniques et en partage des marchés. Les consultations internationales dont le but est la refonte des structures du système industriel approuvée à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale s'occuperaient notamment du redéploiement de certaines capacités de production qui existent dans des pays développés et de la création de nouvelles installations industrielles dans des pays en développement^{13/}. Quoi qu'il en soit, les pays africains doivent, individuellement ou collectivement, se mettre sérieusement au travail pour définir clairement leur position, de crainte de se retrouver après le redéploiement avec des unités industrielles manquant de dynamisme et qui ne seraient pas à leur place dans le cadre envisagé pour la stratégie industrielle de l'Afrique, et ne contribueraient pas à élargir les possibilités d'utilisation des ressources autochtones, ni à développer et diversifier les compétences.

^{13/} Voir le paragraphe 3 de la résolution 3362(S-VII) de l'Assemblée générale.

b) Coopération grâce à des entreprises communes

144. Il convient que les pays africains se préparent à faire la distinction entre le rêve et la réalité quand il est question de coopération grâce à des entreprises communes. En règle générale, les sociétés qui entreprennent de développer un marché ou les gouvernements qui ont suscité des investissements sont plus enclins à participer à une opération conjointe ou à accepter une part minoritaire. Dans ce genre d'affaire, il est courant que les partenaires autochtones assument les responsabilités de la commercialisation puisqu'ils connaissent la langue, les habitudes locales, les marchés locaux et les clients susceptibles d'être intéressés. Lorsqu'il s'agit de projets axés sur l'exportation, les activités de commercialisation ne sont généralement pas entreprises dans le pays hôte et c'est invariablement la firme étrangère qui prend la direction des opérations de développement des marchés et elle insiste pour avoir une part majoritaire sinon le contrôle absolu.

145. Il y a deux catégories d'opérations conjointes. Dans le cas de la première, la participation autochtone est principalement le fait d'investisseurs privés; dans le cas de la seconde, le partenaire local est le gouvernement. Dans un cas comme dans l'autre pour qu'une opération conjointe puisse être lancée, il faut que le groupe local et le partenaire étranger aient des positions de force plus ou moins équivalentes à la table de négociation. Quand les partenaires locaux sont des investisseurs privés, le problème est que les décisions relatives à la fonction qui ont le caractère le plus stratégique sont prises par des gens qui se trouvent au siège, à l'étranger. Qui plus est, l'élite locale des affaires où l'on retrouvera le cas échéant des personnalités politiques et militaires tire avantage de ce genre d'entreprise tandis que les masses continuent à souffrir. A la limite, leur pouvoir, leur prestige et leur richesse sont directement liés à la préservation du système de "dépendance".

146. Dans les cas où le gouvernement est le partenaire dans une opération conjointe, il est fréquent que soient passés des contrats de gestion car il n'y a guère de choix qu'entre eux et les investissements privés étrangers directs et on espère faciliter ainsi les transferts de connaissances, de compétences et de moyens au profit du partenaire autochtone. Or, il convient d'examiner de près ce qu'offre cette facilité car même si le pays hôte garde le contrôle nominal, le contrôle effectif reste pour une large part entre les mains des sociétés étrangères pendant la durée d'application du contrat qui peut être de 10, 20 ou 100 ans. Ceux qui souscrivent à ce genre d'accord espèrent qu'avec le temps, le pays et l'entreprise bénéficiaire s'étant développés, il sera facile de reprendre le contrôle effectif dans le pays hôte. La société étrangère s'en rendra évidemment bien compte et on peut prémunir contre le fait que l'arrangement prévoit implicitement la réduction progressive de sa participation dans les entreprises locales. Il se peut donc qu'une opération conjointe se révèle finalement très onéreuse et que le contrat de gestion dure indéfiniment. Aucune société étrangère privée ne renoncera au contrôle si elle n'a pas le sentiment qu'il y a des avantages considérables à y gagner. Il est évident que ce type d'arrangement ne sera rationnel que si le gouvernement du pays hôte opte pour une période de courte durée avant sa prise du contrôle effectif ou que si les coûts immédiats qu'entraîneront les contrats de gestion sont faibles.

147. Il serait utile de mettre en place, au niveau national, des mécanismes et institutions propres à encourager la coopération entre les entreprises; ces mécanismes doivent cependant permettre aux pays africains de dépasser le stade de récepteurs passifs de technologies et de savoir faire étrangers et d'entreprendre d'eux-mêmes des travaux d'adaptation et de recherche.

B. Coopération avec des pays en développement d'autres régions

Les pays africains devraient travailler en coopération avec les pays d'autres régions en développement à l'élaboration de stratégies globales en vue de l'industrialisation au sein du groupe des pays en développement. Dans ces stratégies, il conviendrait de prévoir l'harmonisation des politiques et des plans appropriés et la mise sur pied d'un système de consultations entre pays en développement dans des secteurs spécifiques de la production, afin d'accroître leur part dans la production industrielle mondiale. Les pays en développement pourraient coopérer à l'établissement d'un inventaire de leurs ressources humaines et naturelles utilisables comme base d'une coopération industrielle, au choix du lieu d'implantation des entreprises multinationales (d'Etat), à l'élaboration, la création et la mise au point de telles entreprises et d'autres projets et à la gestion des entreprises publiques. Il conviendrait de prévoir dans le cadre d'accords à long terme aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, des mécanismes et institutions qui faciliteraient la spécialisation dans le domaine de l'industrie 14/, ainsi que le contrôle des sociétés transnationales et la coordination aux niveaux sous-régional, régional et interrégional des politiques suivies à l'égard des investissements privés étrangers 15/.

14/ L'autonomie peut être nationale, multinationale, régionale ou multirégionale; autrement dit, elle peut être individuelle ou collective. Ceci se comprend dans une région où 26 des 47 Etats membres ont 5 millions d'habitants ou moins, où 10 Etats en ont de 5 à 10 millions et 9 de 10 à 30 millions. Face à une telle situation, la tâche des gouvernements et des collectivités nationales est claire : qu'ils agissent individuellement ou en groupes, il leur faut déterminer avec l'assistance de l'ONU (et notamment de la CEA) et d'autres institutions les composantes des mécanismes qui permettront d'atteindre les objectifs nationaux grâce à une croissance autonome et la diversification, s'assurer de ces composantes et les assembler et faire fonctionner efficacement le mécanisme. Deux types d'action sont nécessaires à cette fin : d'une part identifier et préparer les composantes disponibles au niveau national et d'autre part s'assurer la propriété et/ou l'utilisation des composantes disponibles à l'extérieur. On renvoie à la déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à la soixante-et-unième session du Conseil économique et social des Nations Unies qui s'est tenue à Abidjan du 1er au 9 juillet 1976.

15/ Voir E/CN.14/ECO/106, paragraphe 15.